

Résultats T4 et 2022 historiques, objectifs du PMT atteints

DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES GCA ET CASA 2022

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	23 801 m€ +5,5% 12M/12M	23 733 m€ +4,8% 12M/12M	38 162 m€ +3,6% 12M/12M	37 682 m€ +2,6% 12M/12M
Charges hors FRU	- 13 932 m€ +3,7% 12M/12M	- 13 822 m€ +5,7% 12M/12M	- 23 650 m€ +4,6% 12M/12M	- 23 476 m€ +5,5% 12M/12M
Résultat Brut d'Exploitation	9 222 m€ +4,4% 12M/12M	9 264 m€ +2,4% 9M/9M	13 709 m€ -0,2% 12M/12M	13 403 m€ -3,0% 12M/12M
Coût du risque	- 1 746 m€ +10,8% 12M/12M	-1 551 m€ +25,9% 12M/12M	-2 893 m€ +31,9% 12M/12M	-2 698 m€ +45,9% 12M/12M
RNPG	5 437 m€ -7,0% 12M/12M	5 468 m€ +1,3% 12M/12M	8 144 m€ -10,5% 12M/12M	7 909 m€ -7,1% 12M/12M
Coex (hors FRU)	58,5% -0,7 pp 12M/12M	58,2% +0,5 pp 12M/12M	65,3% +1,0 pp 12M/12M	64,0% +2,1 pp 12M/12M

ACTIVITE DYNAMIQUE

- 1,9 million de nouveaux clients en 2022 (conquête nette 382 000) en France, Italie et Pologne
- Production de crédits CR, LCL et CA Italia +5,8% en 2022 (dont +0,4% sur l'habitat et 15,6% sur les professionnels/entreprises)

RESULTAT T4 HISTORIQUE

- Résultat T4 record pour CASA (+1,5 Mds€, +6,7% T4/T4)
- Forte hausse des revenus (+4,4% T4/T4) portée par tous les pôles métiers

TOUS LES OBJECTIFS DE PROFITABILITE DU PMT 2022 SONT DEPASSÉS SUR L'ANNEE

- Résultat 5,5 Mds€, +1,3% vs une année 2021 historique, malgré un coût du risque plus élevé
- Coefficient d'exploitation 58,2%, effet ciseaux métiers positif sur l'année malgré l'inflation
- ROTE 12,6%, supérieur à la cible PMT

DIVIDENDE 1,05€ PAR ACTION

- Distribution de 50% du résultat en numéraire, plus 20 c/action au titre du dividende 2019

POURSUITE DES OPERATIONS STRATEGIQUES EN 2022

- Annonce des partenariats/acquisitions CACF/Stellantis, CACEIS/RBC, Banco BPM/CAA
- Présentation du PMT « Ambitions 2025 » et des cibles Net zero en financement, assurances et gestion d'actifs

BILAN SOLIDE, CET1 A LA CIBLE MALGRE LA HAUSSE DES TAUX

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
CET1 phasé	11,2% +3,3 pp > SREP	+20 pb déc/sept	17,6% +8,7 pp > SREP	+40 pb déc/sept
	Dividende 1,05€ par action		19,9 Mds€ de provisions GCA taux de couverture 83%	

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« La modernité de notre modèle, fondé sur l'universalité et l'utilité, se distingue par sa capacité à servir les besoins de tous nos clients, à contribuer significativement à financer l'économie réelle et à mettre ses ressources au service des transitions sociétales »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Des résultats bons et solides, dans un contexte de chocs et d'adaptation. Ils confortent la pertinence du modèle de Banque de la relation globale, au service d'une réponse complète, adaptée et loyale aux besoins de tous nos clients »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 56,8% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés en p46 et suivantes de ce communiqué.

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale a été soutenue ce trimestre dans tous les métiers du Groupe grâce au modèle de banque relationnelle. La conquête brute est forte. Sur l'année 2022, le Groupe enregistre +1,9 million de nouveaux clients en banque de proximité, et le fonds de commerce continue de progresser (+380 000 clients) en ligne avec les objectifs du PMT Ambitions 2025. Plus spécifiquement sur le quatrième trimestre 2022, le Groupe a conquis +445 000 nouveaux clients en banque de proximité, et le fonds de commerce croit également (+40 000 clients). La production de crédits s'est par ailleurs maintenue en 2022, en hausse de +5,8% par rapport à 2021 avec 172 milliards d'euros de réalisations au sein des Caisses régionales, LCL et CA Italia¹. En France, la production des Caisses régionales et de LCL est en hausse de +6,0% (dont +1,1% en crédits habitat, +15,2% en entreprise et professionnels et -1,8% en crédits à la consommation). La production de crédits de CA Italia est en hausse de +2,3% (en baisse de -12,3% en crédits habitat et en forte hausse de +21,7% en professionnels et entreprise hors PGE et écobonus). Par ailleurs, le taux d'équipement en assurances² reste élevé dans les réseaux de banque de détail à fin décembre 2022 à 42,6% dans les Caisses régionales, 27,1% pour LCL, 21,2% pour CA Italia, 16,8% y compris Creval. La collecte se maintient en 2022³ pour toutes les entités avec, chez Amundi, une collecte nette positive de +7,0 milliards d'euros entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022, chez CAA une collecte nette positive de +3,2 milliards d'euros, et en Gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et LCL Banque privée) une collecte nette positive de +6,2 milliards d'euros. La collecte nette en unités de compte est positive en assurances à +6,5 milliards d'euros en 2022⁴. Le chiffre d'affaires en assurances dommages augmente de +5,5% en 2022⁵ et le chiffre d'affaires protection des personnes augmente de +5,6% sur la même période⁶. L'activité a été par ailleurs très dynamique en banque de financement, notamment en financements structurés, et en banque de marché et d'investissement, notamment sur les activités FICC. Enfin, le Groupe a continué à développer de nouvelles offres avec notamment en 2022 Propulse by CA, Flex by LCL, J'Ecorénove mon logement, et le hub de transition énergétique.

Chacun des métiers du Groupe affiche ainsi un très bon niveau d'activité (Cf. Infra).

Déploiement de la stratégie moyen terme

Les moteurs de la croissance organique du Groupe sont ainsi en marche en 2022. Le Groupe a de nouveau complété cette croissance, en 2022, par des opérations stratégiques, et notamment trois opérations stratégiques majeures qui permettront de générer plus de 150 millions de RNPG additionnel à horizon 2026.

Tout d'abord, les accords-cadres signés entre CACF et Stellantis au deuxième trimestre 2022 permettront au groupe d'entrer dans le top 5 européen de la location longue durée (LLD) avec plus de 1 million de véhicules en LLD à horizon 2026. CA Consumer Finance entend par ailleurs développer en propre un acteur paneuropéen multimarque du financement automobile, de la location et de la mobilité, en s'appuyant sur l'expertise de FCA Bank et de Leasys Rent, repris à 100%, avec un objectif de 10 milliards d'euros d'encours en 2026. Cette nouvelle

¹ Sur le trimestre la production est hausse de +0,9% comparé au quatrième trimestre 2021 pour les Caisses régionales, LCL et CA Italia. En France, la production de crédits s'établit à +0,6% par rapport au quatrième trimestre 2021 avec 40,8 milliards d'euros dont +5,5% pour la production entreprises et professionnels (hors PGE), compensant la baisse de la production de crédits habitat de -1,5% ainsi que celle de la production de crédits à la consommation de -10,3% au quatrième trimestre 2022. En Italie, la production de crédits est en hausse de +5,7% atteignant 2,2 milliards d'euros dont + 5% en crédits habitat¹, et +6,3% en production entreprise hors PGE et écobonus.

² Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

³ La Collecte est dynamique en trimestriel également avec notamment chez Amundi (+15,0 milliards d'euros entre le 30 septembre 2022 et le 31 décembre 2022) et Indosuez (+0,9 milliards d'euros)

⁴ La collecte nette en unités de compte est positive également sur le quatrième trimestre 2022 à +1,7 milliards d'euros

⁵ Le chiffre d'affaires en assurances dommages augmente de +9,7% au quatrième trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021

⁶ +5,5% par rapport au quatrième trimestre 2021

entité proposerait des offres en marques blanches et s'adresserait également aux plateformes, aux concessionnaires ainsi qu'aux acteurs de la location de courte durée. L'impact en résultat de ces opérations sera neutre en 2023 et positif en 2025, et l'impact en RWA sera limité.

Ensuite, la signature d'un MoU pour l'acquisition par CACEIS des activités d'asset servicing de RBC en Europe, opération permettra de dégager plus de 100 millions d'euros de résultat net additionnel à horizon 2026 et renforcera la position de CACEIS parmi les leaders en Europe avec 4,8 milliards d'euros d'actifs conservés et 3,5 milliards d'euros actifs administrés. Enfin, la dernière opération stratégique concerne le renforcement des liens entre Crédit Agricole SA et Banco BPM avec la prise de participation de Crédit Agricole SA dans Banco BPM au deuxième trimestre, et la signature d'un MoU entre Crédit Agricole Assurances et Banco BPM en vue d'un partenariat long terme en assurance non vie et en assurance emprunteur en Italie. A ces trois opérations stratégiques s'ajoutent d'autres partenariats, dont notamment l'entrée de CAL&F au capital de Watea by Michelin à hauteur de 30%, et la signature d'un partenariat commercial pour l'assurance automobile entre Mobilize Financial Services, filiale de Renault Group spécialisée dans les services facilitant l'accès à l'automobile, et Crédit Agricole Assurances.

Outre les partenariats et acquisitions annoncés cette année, Crédit Agricole S.A. a de nouveau témoigné de son agilité stratégique en 2022 avec les cessions de la Serbie et de La Médicale (avec un impact de +100 millions d'euros de cette dernière sur les résultats de Crédit Agricole SA), et la cession du contrôle de Crédit du Maroc (cession de 63,7% de la participation avec un impact positif de +10 points de pourcentage sur le CET1 du quatrième trimestre de Crédit Agricole SA). Crédit Agricole SA conserve à ce stade une participation résiduelle de 15% dans Crédit du Maroc qui sera cédée d'ici juin 2024.

Enfin, l'année 2022 a permis au Crédit Agricole de démontrer de nouveau le fait que responsabilité sociétale et la raison d'être du Groupe « agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société » sont pleinement intégrées à son modèle. Ainsi, le Groupe est entièrement mobilisé auprès de tous ses clients, des plus modestes aux plus fortunés, il contribue au développement de tous les territoires et il accompagne ses clients dans leur transition énergétique. Ainsi, via ses offres d'entrée de gamme⁷, ses offres jeunes⁸, et ses actions en faveur des populations fragiles⁹, le Groupe témoigne de sa mobilisation au service de tous ses clients. Sa contribution au développement de tous les territoires se matérialise par son rang de premier financeur de l'économie française, et par le fait que près de 80% du résultat du Groupe sont réinvestis dans les territoires chaque année, mais aussi par son rôle de premier investisseur privé en fonds propres et quasi fonds propres dans le capital des entreprises en France¹⁰, le financement de 310 000 résidences principales en France 2022 et le lancement du Livret engagé sociétaire¹¹. Enfin, le Groupe est pleinement mobilisé dans l'accompagnement de ses clients dans leur transition énergétique¹² tout en décarbonant l'économie et en équipant toute la société. Ainsi, des engagements publics forts clairs et immédiats ont été pris pour accélérer l'avènement des énergies renouvelables et deux nouveaux métiers ont été créés CA Transitions et Energies d'une part et CA Santé et Territoires d'autre part.

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2022, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à 2 040 millions d'euros, en baisse de -13,3% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Les **éléments spécifiques** du quatrième trimestre 2022 ont eu un **effet net négatif de -13 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**, ils comprennent les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2022 de Crédit

⁷ EKO et LCL essentiel (avec environ 200 000 clients), CAC budget protégé (avec 130 000 clients), Propulse by CA pour les micro-entrepreneurs et la hausse des tarifs limitée à 2% en 2022, fin des frais de dysfonctionnement pour les clients détenteurs de l'offre CAC budget protégé

⁸ Assurance habitation jeunes à 6€/mois (avec plus de 3000 contrats depuis décembre 2022), Globe-trotter (409 000 clients)

⁹ Avec les points passerelle (plus de 10 000 familles accompagnées en 2021); et un instrument d'intelligence artificielle de détection précoce de la fragilité financière pour mieux accompagner les clients fragiles

¹⁰ 375 millions d'euros investis en 2022, trois fonds pour les territoires CARD, CA Transition et LCL Croissance : cible totale 700 millions d'euros

¹¹ plus de 420 000 transactions immobilières financées en 2022 par les Caisses régionales et LCL, sur un marché de 1 110 000 en France

¹² Cf. communiqué de presse du 7 décembre 2022

Agricole SA pour +35 millions d'euros détaillés plus bas, ainsi que les éléments les éléments spécifiques des Caisses régionales pour -48 millions d'euros détaillés plus bas.

Les **éléments spécifiques** du quatrième trimestre 2021 ont eu un **effet net positif de +44 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**, ils comprennent les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2021 de Crédit Agricole SA pour -17 millions d'euros détaillés plus bas, ainsi que les éléments les éléments spécifiques des Caisses régionales pour +60 millions d'euros détaillés plus bas.

Hors les éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent¹³ du Groupe Crédit Agricole** atteint **2 053 millions d'euros**, en baisse de -11,2% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2022 et au T4-2021

En m€	T4-22 publié	Eléments spécifiques	T4-22 sous-jacent	T4-21 publié	Eléments spécifiques	T4-21 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	9 434	(63)	9 497	9 500	120	9 380	(0,7%)	+1,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(6 164)	(84)	(6 080)	(6 109)	(297)	(5 812)	+0,9%	+4,6%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 270	(147)	3 416	3 391	(177)	3 568	(3,6%)	(4,2%)
Coût du risque de crédit	(753)	-	(753)	(783)	(319)	(464)	(3,9%)	+62,2%
Sociétés mises en équivalence	97	(8)	105	92	-	92	+4,6%	+13,4%
Gains ou pertes sur autres actifs	(13)	-	(13)	10	-	10	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	119	119	0	(100,0%)	(100,0%)
Résultat avant impôt	2 600	(155)	2 755	2 829	(376)	3 205	(8,1%)	(14,0%)
Impôt	(344)	176	(520)	(269)	438	(707)	+27,7%	(26,5%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(27)	(14)	(13)	4	-	4	ns	ns
Résultat net	2 229	7	2 222	2 564	61	2 503	(13,1%)	(11,2%)
Intérêts minoritaires	(189)	(20)	(169)	(210)	(18)	(192)	(9,8%)	(11,8%)
Résultat net part du Groupe	2 040	(13)	2 053	2 354	44	2 311	(13,3%)	(11,2%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	65,3%		64,0%	64,3%		62,0%	+1,0 pp	+2,1 pp

Au quatrième trimestre 2022, le **produit net bancaire sous-jacent s'élève** à 9 497 millions d'euros, en hausse de +1,2%, et de +0,6% à périmètre constant¹⁴, par rapport au quatrième trimestre 2021, grâce à une activité soutenue dans tous les métiers, et malgré les effets marché défavorables sur les activités de stock. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +4,6% au quatrième trimestre 2022, pour s'établir à 6 080 millions d'euros (+3,9% à périmètre constant), sous l'effet notamment de l'accompagnement du développement des métiers et des dépenses IT, mais aussi de la hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste. Au global, le Groupe affiche une hausse, de +2,1 points de pourcentage du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, celui-ci s'établissant à 64,0% sur le quatrième trimestre 2022. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est en baisse de -4,2% à 3 416 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021.

Le **coût du risque de crédit** est en hausse, à -753 millions d'euros (dont -50 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -741 millions d'euros de coût du risque avéré (niveau 3), notamment du fait d'un dossier spécifique, + 38 millions d'euros de risques autres correspondant principalement à des reprises de provisions juridiques), soit une hausse de +62,2% par rapport au quatrième trimestre 2021. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre tiennent compte de la dégradation des perspectives économiques, avec notamment une révision à la baisse des hypothèses de croissance du PIB. Le

¹³ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

¹⁴ A périmètre constant : Lyxor (GEA) ajouté au quatrième trimestre 2021

coût du risque sur encours¹⁵ sur quatre trimestres glissants atteint 25 points de base, soit l'hypothèse du plan de moyen terme. Il atteint 27 points de base en vision trimestrielle annualisée¹⁶.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 755 millions d'euros**, en baisse de -14,0% par rapport au quatrième trimestre 2021. Le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 105 millions d'euros (en hausse de +13,4%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -13 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -26,5%** sur la période. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en baisse de -11,2% pour s'établir à 2 222 millions d'euros. Les intérêts minoritaires baissent de -11,8%. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 053 millions d'euros ressort en baisse de -11,2% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole 2022 et 2021

En m€	2022 publié	Eléments spécifiques	2022 sous-jacent	2021 publié	Eléments spécifiques	2021 sous-jacent	Δ 2022/2021 publié	Δ 2022/2021 sous-jacent
Produit net bancaire	38 162	480	37 682	36 822	92	36 730	+3,6%	+2,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(23 650)	(174)	(23 476)	(22 602)	(347)	(22 255)	+4,6%	+5,5%
FRU	(803)	-	(803)	(479)	185	(664)	+67,6%	+20,9%
Résultat brut d'exploitation	13 709	306	13 403	13 741	(70)	13 812	(0,2%)	(3,0%)
Coût du risque de crédit	(2 893)	(195)	(2 698)	(2 193)	(344)	(1 849)	+31,9%	+45,9%
Sociétés mises en équivalence	419	(8)	427	392	5	387	+7,1%	+10,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	28	-	28	(27)	(15)	(12)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	497	497	0	(100,0%)	(100,0%)
Résultat avant impôt	11 264	103	11 161	12 409	73	12 337	(9,2%)	(9,5%)
Impôt	(2 508)	59	(2 567)	(2 463)	616	(3 079)	+1,8%	(16,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	116	80	36	6	3	3	x 19,3	x 13,2
Résultat net	8 873	242	8 630	9 953	692	9 261	(10,9%)	(6,8%)
Intérêts minoritaires	(729)	(7)	(722)	(852)	(104)	(748)	(14,5%)	(3,6%)
Résultat net part du Groupe	8 144	236	7 909	9 101	589	8 512	(10,5%)	(7,1%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,0%		62,3%	61,4%		60,6%	+0,6 pp	+1,7 pp

Sur l'ensemble de l'année 2022, le résultat net part du Groupe publié est de 8 144 millions d'euros, contre 9 101 millions d'euros pour l'année 2021, soit une baisse de -10,5%. Pour mémoire, l'année 2021 est caractérisée par un effet de base sur le résultat net part du groupe, celui-ci intégrant en effet +473 millions d'euros au titre du badwill et du DTA hors bilan de Creval¹⁷. Hors cet effet, la baisse du résultat net part du Groupe publié serait limitée à -5,6%.

Les éléments spécifiques de l'année 2022 comprennent les éléments spécifiques des Caisses régionales sur l'année 2022 détaillés dans la section Caisses régionales et les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A. sur l'année 2022, détaillés dans la section Crédit Agricole S.A.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 7 909 millions d'euros, en baisse de -7,1%** par rapport à l'année 2021.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+2,6%** par rapport à 2021. A périmètre constant¹⁸, le produit net bancaire sous-jacent a cru de +1,5%. Cette hausse des revenus s'explique notamment par le dynamisme de l'activité des métiers, qui a compensé l'impact de l'effet marché sur les métiers de stock et le pincement des marges nettes d'intérêt dans un contexte de hausse rapide des taux. Plus précisément, pour le pôle Banque de

¹⁵ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

¹⁶ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

¹⁷ +422 millions d'euros en RNPG de badwill Creval, +89 millions d'euros en RNPG de DTA hors bilan de Creval, -12 millions d'euros en RNPG d'autres ajustement liés à l'intégration de Creval ainsi que -26 millions d'euros en RNPG de mises à jours et migrations IT

¹⁸ Intégration en 2021 de Creval et Lyxor

Proximité, les revenus sont stables (-0,5% par rapport à 2021) sur le marché français avec des commissions dynamiques mais une marge nette d'intérêts en baisse, la hausse du coût de refinancement étant partiellement compensée par le *repricing* progressif des actifs ; en banque de proximité à l'international en Italie les revenus sont soutenus par la hausse des taux sur le stock et la production et la croissance des commissions perçues ; en banque de proximité à l'international en Pologne et en Egypte les revenus sont soutenus par le contexte de hausse de taux. Pour le pôle Gestion de l'Épargne et Assurance, l'évolution des revenus des assurances reflète la hausse du prélèvement sur la marge financière et la reprise de provisions techniques. En parallèle, la banque privée a bénéficié de la hausse des taux et de la diversification du mix produit. A l'inverse, les revenus de la gestion d'actifs ont souffert des effets marchés, pénalisant les commissions de gestion et les commissions de surperformance. Dans le pôle Grande clientèle, les revenus de la banque de financement et d'investissement ont bénéficié du renforcement des positions commerciales notamment en crédit syndiqués et émissions obligataires, et les revenus des services financiers aux institutionnels ont été soutenus par le dynamisme de la marge nette d'intérêts. Le pôle des Services Financiers Spécialisés est caractérisé par des revenus dynamiques en leasing et des revenus en crédit à la consommation portés par une production commerciale dynamique compensant la contraction des marges.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de +5,5 % par rapport à l'année 2021, sous l'effet notamment de l'accompagnement du développement des métiers et des dépenses IT, ainsi que de la hausse des rémunérations, et de +4,1% à périmètre constant. Le coefficient d'exploitation hors FRU sur l'année 2022 s'établit ainsi à 62,3 % en hausse de +1,7 point de pourcentage par rapport à celui de l'année 2021. Le FRU s'élève à 803 millions d'euros en 2022, en hausse de +20,9 % par rapport à 2021. À noter que la restitution d'un trop-versé sur l'exercice 2016-2020 a été comptabilisée en éléments spécifiques au premier trimestre 2021 pour +185 millions d'euros. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 13 403 millions d'euros, en baisse de -3,0 % par rapport à 2021.

Le **coût du risque** sur l'année est en hausse, à -2 698 millions d'euros (dont -959 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -1831 millions d'euros de coût du risque avéré (normalisation du coût du risque de niveau 3), et + 93 millions d'euros de risques autres correspondant principalement à des reprises de provisions juridiques), soit une hausse de +45,9% par rapport à 2021.

Au 31 décembre 2022, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46% des encours bruts) et entreprises (33% des encours bruts). Le stock de provisions s'élève à 19,9 milliards d'euros à fin décembre 2022 (dont 10,5 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 42% de provisions sur encours sains (48% pour les Caisses régionales). Le stock de provisions sur encours sains a augmenté, au niveau du Groupe, de +2,9 milliards d'euros depuis le quatrième trimestre 2019. La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter l'un des meilleurs¹⁹ taux de couverture global des créances douteuses (à 82,9% à fin décembre 2022) parmi les grandes banques européennes.

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 28 millions en 2022 contre - 12 millions d'euros en 2021 qui intégrait essentiellement la déconsolidation de la filiale algérienne de Crédit Agricole CIB.

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires** ressort en baisse de -9,5 %, à 11 161 millions d'euros.

La charge d'impôt est de 2 567 millions d'euros, en baisse de -16,6 %, avec un **taux d'impôt effectif sous-jacent s'établissant à 23,9%**, en baisse de - 1,9 point de pourcentage comparé à 2021. **Le résultat net avant minoritaires** affiche ainsi une baisse de -6,8 %.

Les **intérêts minoritaires** s'établissent à - 722 millions d'euros en 2022, soit en baisse de -3,6 % en parallèle de la baisse du résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit ainsi à 7 909 millions d'euros en baisse de - 7,1%.

¹⁹ Analyse faite à partir des données 31/12 pour Crédit Agricole S.A. et Groupe Crédit Agricole, ainsi que des publications 30/09/2022 sur les prêts à la clientèle, les encours Stage 3 et les provisions Stage 1, 2 et 3 de Banco Santander, Barclays, BNP Paribas, Crédit Suisse, Deutsche Bank, HSBC, et Société Générale, Standard Chartered, UBS, et enfin à partir de la publication du 31/06/2022 de Unicredit groupe BPCE, et ING.

Caisses régionales

L'activité des Caisses régionales est dynamique en 2022. **La conquête brute progresse de +1 183 000 nouveaux clients** (270 600 nouveaux clients au quatrième trimestre) **et le fonds de commerce croît de +215 800 nouveaux clients** depuis le début de l'année. **La part des clients utilisant les outils digitaux augmente** et s'élève à 73,7%²⁰ (+2,5 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2022) et le nombre de signatures en ligne²¹ augmente de +85% entre le quatrième trimestre 2022 et le quatrième trimestre 2021.

La production de crédit est en hausse ce trimestre (+2,5% par rapport au quatrième trimestre 2021), tirée en grande partie par les marchés spécialisés²² (+7,3% par rapport au quatrième trimestre 2021), et dans une moindre mesure par l'habitat (+1,1% par rapport au quatrième trimestre 2021). Par ailleurs, depuis le troisième trimestre 2022, le taux moyen client à la réalisation²³ des crédits est supérieur au taux moyen du stock. Le taux à la production²⁴ des crédits habitat est en hausse de 33 pb en comparaison à celui du troisième trimestre 2022. **Les encours de crédits** atteignent 631 milliards d'euros à fin décembre 2022, en hausse sur l'année de +5,9%, dont +10,1% sur le marché des entreprises.

Les encours de collecte globale sont en hausse de +1,8% sur un an, et atteignent 854,9 milliards d'euros à fin décembre 2022. Cette croissance est portée par les encours de collecte bilan, qui atteignent 576,7 milliards d'euros à fin décembre 2022, en progression de +4,1% par rapport à fin décembre 2021 (dont + 11,6% sur les livrets et +0,5% sur les dépôts à vue). Les encours de collecte hors-bilan atteignent 278 milliards d'euros, en baisse de -2,6% sur un an du fait de la baisse des marchés boursiers sur l'année, mais en hausse de +2,6% au quatrième trimestre.

Au quatrième trimestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 428 millions d'euros, en baisse de -4,7% par rapport au quatrième trimestre 2021 en lien avec un PNB de portefeuille impacté par des effets marchés défavorables et une légère baisse de la marge d'intermédiation. **Les charges d'exploitation hors FRU** progressent de +5,5%. **Le résultat brut d'exploitation** sous-jacent ressort en baisse de -23,6%. **Le coût du risque est en hausse** en comparaison avec le quatrième trimestre 2022 et s'élève à 307 millions d'euros, en raison d'une dotation de -219 millions d'euros sur les risques avérés (Stage 3) en lien avec le passage en défaut d'un dossier spécifique. La contribution des Caisses régionales au **RNPG sous-jacent** du Groupe s'établit par conséquent à 510 millions d'euros, en baisse de -42,1% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Sur l'ensemble de l'année 2022, le produit net bancaire sous-jacent est en légère baisse (-1,7%) par rapport à l'année 2021 (en hausse de +0,6% en vision publiée) et en hausse de +2,6% par rapport à 2019, en raison du PNB de portefeuille impacté défavorablement par des effets marchés ; malgré une bonne dynamique sur les commissions (+3,1% par rapport à 2021). La marge d'intermédiation est en baisse en comparaison à 2021 (en hausse en vision publiée, en intégrant la provision pour épargne logement de 411 millions d'euros). **Les charges d'exploitation hors FRU** progressent de +4,3% en sous-jacent, le FRU s'élevant à -156 millions d'euros (+9,7%) et **le résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en baisse de -13,1%. **Le coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU s'établit à 68,1%, en hausse de +3,9 points de pourcentage par rapport à 2021 ; en intégrant aux revenus le montant du dividende de Crédit Agricole S.A. perçu par les Caisses régionales au deuxième trimestre 2022 à savoir 1 652 millions d'euros, le coefficient d'exploitation s'élève à 60,8%. **Le coût du risque sous-jacent** est en hausse de +87,7%, et s'établit à 1 136 millions d'euros, en raison d'une augmentation des provisions de prudence sur encours sains (Stage 1 & 2) pour -689 millions d'euros et d'une augmentation du risque avéré en lien avec le passage en défaut d'un dossier spécifique au quatrième trimestre 2022. **Le coût du risque sur encours** sur quatre trimestres glissants reste faible à 19 points de base ; le taux de créances douteuses est bas à 1,7% et le taux de couverture s'élève à 99,0% à fin septembre 2022.

La contribution des Caisses régionales au **RNPG sous-jacent** du Groupe s'élève à 2 372 millions d'euros sur l'année 2022, en baisse de -22,7% en comparaison à 2021 et en hausse de +2,62% par rapport à 2019. La contribution des Caisses régionales au **RNPG publié** du Groupe atteint 2 630 millions d'euros, en baisse de -17,4% par rapport à 2021 et en baisse de -8,7% par rapport à 2019.

²⁰ Nombre de clients ayant un profil actif sur Ma Banque ou ayant visité CAEL dans le mois / nombre de clients majeurs possédant un DAV actif

²¹ Signatures initiées en mode dépose BAM (Banque accès multi canal) dont le support final de signature est BAM, Portail client mobile ou Ma Banque

²² Marchés spécialisés : agriculteurs, professionnels, entreprises et collectivités publiques

²³ Moyenne taux trimestriels, tous marchés, tous crédits (prêts échéancés à taux fixe et en euro)

²⁴ Taux de crédits sur les réalisations mensuelles. Seuls les prêts échéancés, en euros et à taux fixe sont pris en compte

Les éléments spécifiques au quatrième trimestre 2022 ont eu un impact négatif sur le **RNPG publié** des Caisses régionales pour un montant de -48 millions d'euros (impact négatif du retraitement des coûts de restructuration de CAGIP pour -22 millions d'euros, et impact négatif du don pour l'illettrisme pour un montant de -26 millions d'euros). Au quatrième trimestre 2021, les éléments spécifiques ont eu un impact positif de +60 millions d'euros sur le RNPG publié des Caisses régionales (impact positif de la provision pour épargne logement de +60 millions d'euros).

Les éléments spécifiques sur l'année 2022 ont eu un impact positif sur le **RNPG publié** des Caisses régionales de +257 millions d'euros (impact positif de la provision pour épargne logement pour un montant de +306 millions d'euros, impact négatif des coûts de restructuration de CAGIP pour un montant de -22 millions d'euros, et impact négatif du don pour l'illettrisme pour un montant de -26 millions d'euros).

Les éléments spécifiques sur l'année 2021 ont un impact positif sur le **RNPG publié** des Caisses régionales pour un montant de +116 millions d'euro (impact positif de la provision pour épargne logement pour un montant de +85 millions d'euros, impact positif de corrections sur la contribution au FRU pour un montant de +55 millions d'euros).

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 8 février 2023, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2022.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-2022 et au T4-2021

En m€	T4-22 publié	Éléments spécifiques	T4-22 sous-jacent	T4-21 publié	Éléments spécifiques	T4-21 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	5 969	(63)	6 032	5 815	36	5 779	+2,7%	+4,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 561)	(20)	(3 541)	(3 720)	(297)	(3 423)	(4,3%)	+3,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	2 408	(83)	2 491	2 094	(261)	2 356	+15,0%	+5,7%
Coût du risque de crédit	(443)	-	(443)	(647)	(319)	(328)	(31,5%)	+35,1%
Sociétés mises en équivalence	80	(8)	88	82	-	82	(2,0%)	+7,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(10)	-	(10)	(9)	-	(9)	+12,1%	+12,1%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	119	119	0	ns	(100,0%)
Résultat avant impôt	2 035	(91)	2 126	1 640	(461)	2 100	+24,1%	+1,2%
Impôt	(224)	160	(384)	9	462	(453)	ns	(15,2%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(27)	(14)	(13)	4	-	4	ns	ns
Résultat net	1 784	55	1 729	1 652	1	1 651	+8,0%	+4,7%
Intérêts minoritaires	(228)	(30)	(198)	(224)	(8)	(216)	+1,6%	(8,3%)
Résultat net part du Groupe	1 557	25	1 531	1 428	(7)	1 435	+9,0%	+6,7%
Bénéfice par action (€)	0,49	0,01	0,48	0,46	(0,00)	0,46	+6,5%	+4,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,7%		58,7%	64,0%		59,2%	-4,3 pp	-0,5 pp

Au quatrième trimestre 2022, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 557 millions d'euros**, soit une hausse de +9,0% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact cumulé de +25 millions d'euros en résultat net part du groupe, ils comprennent des éléments comptables récurrents pour un impact de -45 million d'euros en résultat net part du Groupe. Il s'agit des éléments suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending* pour -18 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -28 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ceux-ci s'ajoutent les éléments non récurrents pour un impact de +70 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Ils comprennent le gain fiscal Affrancamento-Reallineamento en banque de proximité à l'international pour un impact de +114 millions d'euros en résultat net part du Groupe, des coûts de transformation dans le cadre de l'accord entre Crédit Agricole Consumer Finance et Stellantis pour -16 millions d'euros en résultat net part du Groupe, des coûts de transformation de CAGIP avec un impact de -13 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ainsi que le déclassement IFRS5 actif en cours de cession de Crédit du Maroc avec un impact de -14 millions d'euros en résultat net part du groupe.

Les **éléments spécifiques du quatrième trimestre 2021** avaient un impact cumulé de -7 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Ils comprenaient les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments

financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour 3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour +22 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutaient des éléments comptabilisés dans les résultats de CA Italia au titre de Creval : finalisation de l'enregistrement du badwill net pour 90 millions d'euros en résultat net part du groupe, enregistrement d'impôts différés actifs (IDA) hors-bilan pour 80 millions d'euros en résultat net part du groupe, des frais de mise à niveau des infrastructures technologiques et de migration IT pour Creval, à hauteur de -12 millions d'euros en résultat net part du groupe, et d'autres ajustements divers sur Creval pour -11 millions d'euros en résultat net part du groupe. A ces éléments s'ajoutaient des actions d'amélioration de la qualité des actifs de CA Italia, incluant l'impact de la cession d'un portefeuille brut de 1,5Mds€ et des provisions complémentaires sur le portefeuille de CA Italia pour -161 millions d'euros en résultat net part du groupe, le lancement d'un plan RH *Next Generation* pour CA Italia et le plan de sauvegarde pour l'emploi associé pour -97 millions d'euros en résultat net part du groupe, la contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques Italiennes pour -13 millions en résultat net part du groupe, et les gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour 45 millions d'euros en résultat net part du Groupe au titre de CA Italia. Sont également comptabilisés en éléments spécifiques les coûts d'acquisition Lyxor pour -8 millions d'euros en résultat net part du groupe en gestion d'actifs, les coûts de transformation liés au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution de Caceis pour -12 millions d'euros en résultat net part du groupe en services financiers aux institutionnels, et enfin les gains « Affrancamento » en services financiers spécialisés au titre d'AGOS pour +66 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**²⁵ s'établit à **1 531 millions d'euros**, en hausse de +6,7% au quatrième trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021. Le quatrième trimestre 2022 constitue ainsi le meilleur quatrième trimestre sous-jacent de Crédit Agricole SA depuis sa cotation.

Au quatrième trimestre 2022, les **revenus sous-jacents** atteignent 6 032 millions d'euros, et sont en forte hausse (+4,4%) par rapport à un quatrième trimestre 2021 déjà excellent. Cette croissance est portée par tous les pôles métiers (+11,0% pour les revenus des pôles métier hors AHM). Cette croissance des revenus au quatrième trimestre 2022 s'inscrit dans la ligne de la croissance régulière des revenus trimestriels de Crédit Agricole S.A. depuis 5 ans, grâce à la diversité des métiers.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU s'établissent à 3 541 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de 118 millions d'euros, soit +3,4% (et +3,5% pour les charges des pôles métiers hors AHM). A périmètre constant (intégration de Lyxor en 2021), cette hausse est ramenée à +2,2% par rapport au quatrième trimestre 2021 (soit +77 millions d'euros), et à +2,2% (soit +71 millions d'euros) également pour les charges des pôles métiers hors AHM²⁶. L'effet ciseaux est positif à hauteur de +0,9 point de pourcentage.

Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit ainsi à 58,7% au quatrième trimestre 2022, en amélioration de -0,5 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent du quatrième trimestre 2022 s'établit à 2 491 millions d'euros, en hausse de +5,7%. A périmètre constant (intégration de Lyxor en 2021), cette hausse est de +5,0% par rapport au quatrième trimestre 2021, et +20,3% pour les pôles métiers hors AHM.

Au 31 décembre 2022, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (27% des encours bruts) et entreprises (46% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 2,7%. Le taux de couverture²⁷, élevé, à 70,0%, est en baisse de -3,2 points de pourcentage sur le trimestre, sous l'effet du passage en défaut d'un dossier spécifique sur le trimestre, avec un ajustement limité du coût du risque, compte tenu du provisionnement des créances quand

²⁵ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

²⁶ Sur 2022, hausse des charges AHM liée à la volatilité des opérations intragroupe avec les Caisses régionales au T1-2022

²⁷ Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

elles étaient comptabilisées en encours sains. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,3 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., stable par rapport à fin septembre 2022. Sur ce stock de provisions, 35% sont liés au provisionnement des encours sains. Le stock de provisions pour encours sains est en hausse de +1,3 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le **coût du risque** est en dotation nette de -443 millions d'euros (+35,1%/-115 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021 qui s'élevait à -328 millions d'euros). La charge de -443 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2022 se décompose en une reprise de provisions sur encours sains (niveau 1&2) pour + 53 millions d'euros (contre une dotation de -20 millions d'euros au quatrième trimestre 2021), un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -521 millions d'euros (contre -277 millions d'euros au quatrième 2021, hausse liée notamment au passage en défaut d'un dossier spécifique), et -24 millions d'euros d'éléments autres correspondant essentiellement à des reprises de provisions juridiques en banque de marché et d'investissement). Au quatrième trimestre 2022, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants²⁸ atteint 32 points de base et 36 points de base en vision trimestrielle annualisée²⁹.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 88 millions d'euros au quatrième trimestre 2022 en hausse de +7,9% par rapport au quatrième trimestre 2021. Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à - 10 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, stable par rapport au quatrième trimestre 2021 à -9 millions d'euros.

Le **résultat sous-jacent**³⁰ **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +1,2%, à 2 126 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 18,8% (-3,6 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021 et la charge d'impôt sous-jacente est de -384 millions d'euros, en baisse de -15,2%. Le résultat net sur activité arrêtées s'établit à -13 millions d'euros, contre +4 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. Le **résultat net avant minoritaires** affiche donc une hausse de +4,7%. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -198 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en baisse de -8,3%.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +6,7% par rapport au quatrième trimestre 2021 à 1 531 millions d'euros.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le quatrième trimestre 2022 atteint **0,48 €**, il est en hausse de +4,1% par rapport au quatrième trimestre 2021.

²⁸ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

²⁹ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

³⁰ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. en 2022 et en 2021

En m€	2022 publié	Eléments spécifiques	2022 sous-jacent	2021 publié	Eléments spécifiques	2021 sous-jacent	Δ 2022/2021 publié	Δ 2022/2021 sous-jacent
Produit net bancaire	23 801	68	23 733	22 657	7	22 651	+5,0%	+4,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(13 932)	(110)	(13 822)	(13 429)	(347)	(13 082)	+3,7%	+5,7%
FRU	(647)	-	(647)	(392)	130	(522)	+65,2%	+24,0%
Résultat brut d'exploitation	9 222	(42)	9 264	8 836	(210)	9 047	+4,4%	+2,4%
Coût du risque de crédit	(1 746)	(195)	(1 551)	(1 576)	(344)	(1 232)	+10,8%	+25,9%
Sociétés mises en équivalence	371	(8)	379	373	5	368	(0,6%)	+3,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	15	-	15	(51)	(15)	(36)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	497	497	0	(100,0%)	(100,0%)
Résultat avant impôt	7 862	(245)	8 107	8 080	(67)	8 147	(2,7%)	(0,5%)
Impôt	(1 662)	150	(1 812)	(1 236)	640	(1 876)	+34,5%	(3,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	116	80	36	5	3	2	ns	ns
Résultat net	6 316	(15)	6 331	6 849	577	6 273	(7,8%)	+0,9%
Intérêts minoritaires	(880)	(17)	(863)	(1 005)	(130)	(876)	(12,5%)	(1,5%)
Résultat net part du Groupe	5 437	(32)	5 468	5 844	447	5 397	(7,0%)	+1,3%
Bénéfice par action (€)	1,68	(0,01)	1,69	1,84	0,15	1,69	(8,5%)	+0,3%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	58,5%		58,2%	59,3%		57,8%	-0,7 pp	+0,5 pp

Sur l'année 2022, le résultat net part du Groupe publié est de 5 437 millions d'euros, contre 5 844 millions d'euros sur l'année 2021, soit une baisse de -7,0%.

Les éléments spécifiques pour l'année 2022 ont un effet négatif de -32 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments des neuf premiers mois 2022 ont un effet négatif de -57 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié et comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA, FVA et secured lending pour +4 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +43 millions d'euros. A cela s'ajoutent la provision pour risques de fonds propres Ukraine pour -195 millions d'euros, la plus-value de cession de La Médicale pour +101 millions d'euros, les variations de la provision Epargne Logement pour +63 millions d'euros, les coûts d'intégration de Lyxor et de Creval pour -46 millions d'euros, la provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne pour -17 millions d'euros, ainsi que le déclassement du Crédit du Maroc en actifs en cours de cession pour -10 millions d'euros.

Les éléments spécifiques pour l'année 2021 ont eu un effet positif de +447 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié avec les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour +4 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -12 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour +15 millions d'euros. A cela s'ajoutaient les éléments suivants : le trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices à 2016 à 2020 pour +130 millions d'euros, des gains « Affrancamento » liés à des dispositions fiscales exceptionnelles en Italie pour la revalorisation extra-comptable des écarts d'acquisition et leur amortissement pour +222 millions d'euros en résultat net part du groupe dans les pôles BPI (+73 millions d'euros), GEA (+78 millions d'euros) et SFS (+71 millions d'euros) ; un badwill lié à l'acquisition de Credit Valtellinese pour +376 millions, le DTA hors bilan Creval pour +80 millions d'euros, un provisionnement complémentaire des encours sains des créances Creval pour -19 millions d'euros, des frais d'acquisition et d'intégration de Credito Valtellinese pour -24 millions d'euros, d'autres ajustements Creval pour -11 millions d'euros. A ceci s'ajoutaient les coûts du Plan RH Next Generation CA Italia (PSE) pour -97 millions d'euros, la contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques Italiennes pour -13 millions d'euros, une cessions de créances et un provisionnement complémentaire du portefeuille de CA Italia pour -161 millions

d'euros. Ont enfin été comptabilisés en éléments spécifiques les impacts des activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour +2 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune, le déclassement en actifs en cours de cession (IFRS 5) de CA Serbie pour -4 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, les coûts d'acquisition de Lyxor pour -8 millions d'euros, les coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle génération de regroupement d'agences chez LCL pour -9 millions d'euros, et les coûts liés au projet Turbo, plan de transformation et d'évolution de CACEIS pour -23 millions d'euros, ,

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort** à 5 468 millions d'euros, en hausse de +1,3% par rapport à l'année 2021.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,69 euro par action en 2022**, stable par rapport à 2021.

Le **RoTE³¹ sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé³² et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatiles comptabilisé en capitaux propres (dont réserves latentes), atteint **12,6% sur en 2022**, -0,4 point de pourcentage par rapport à 2021. En 2022, le RoTE³¹ sous-jacent de Crédit Agricole S.A. est supérieur de plus de 2,5 points de pourcentage à celui d'un échantillon de 10 banques européennes³³.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+4,8%** par rapport à l'année 2021, avec une progression des revenus sur tous les pôles (hausse de +6,5% dans les pôles métiers, hors AHM), et ce, malgré des effets de marché défavorables qui impactent les activités de stocks, et plus particulièrement le pôle Gestion de l'épargne et de l'assurance. Hors AHM et à effet périmètre constant, les revenus des métiers sont aussi en hausse de +4,6% sur l'année 2022. La hausse des revenus s'explique ainsi par le dynamisme de l'activité des métiers. Pour le pôle Gestion de l'Épargne et Assurance, l'évolution des revenus des assurances reflète la hausse du prélèvement sur la marge financière et la reprise de provisions techniques. En parallèle, la banque privée a bénéficié de la hausse des taux et de la diversification du mix produit. A l'inverse les revenus de la gestion d'actifs ont souffert des effets marchés, pénalisant les commissions de gestion et les commissions de surperformance, bien que les revenus se soient redressés de +4,4% au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre 2022. Dans le pôle Grande clientèle, les revenus de la banque de financement et d'investissement ont bénéficié du renforcement de ses positions commerciales notamment en crédits syndiqués et émissions obligataires. Les revenus des services financiers aux institutionnels ont été soutenus par la marge nette d'intérêts venant compensant les effets marchés sur les encours. Dans le pôle des Services Financiers Spécialisés, les revenus en crédit à la consommation ont été soutenus par une production commerciale dynamique compensant la contraction des marges, les revenus de leasing et factoring ont été portés par le fort niveau de chiffre d'affaires factoré. En Banque de Proximité, les revenus en banque de proximité en France ont bénéficié du fort dynamisme des commissions. La marge nette d'intérêt est restée stable, le repricing progressif des actifs venant compenser la hausse du coût de refinancement. En banque de proximité à l'international en Italie les revenus sont soutenus par la hausse des taux et la croissance des commissions perçues ; en banque de proximité à l'international hors Italie, les revenus sont tirés par marge nette d'intérêt avec la hausse des taux notamment en Pologne et en Egypte. Dans le pôle Activités Hors Métiers, les revenus sont en baisse en lien avec l'effet de l'inflation sur l'ALM, et avec les éliminations des titres intragroupes souscrits par Predica et Amundi, et la fin de la période de surbonification du TLTRO.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en croissance de +5,7% par rapport à l'année 2021. A périmètre constant³⁴, les charges d'exploitation des métiers (i.e. hors AHM) sont en hausse de +3,0% (soit +377 millions d'euros). Cette hausse, qui permet d'accompagner le développement des métiers, s'explique par un effet change de +110 millions d'euros ; par l'augmentation des investissements et des frais informatiques de l'ordre de +190 millions d'euros; et enfin par la hausse de la masse salariale de l'ordre de +130 millions d'euros, intégrant

³¹ Voir détails du calcul du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 51

³² Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

³³ Moyenne arithmétique de 10 grandes banques européennes : Société Générale ; BNP Paribas ; Santander ; UniCredit ; Crédit Suisse ; UBS ; Deutsche Bank ; HSBC ; Standard Chartered ; Barclays. Ratio flooré à 0% lorsque le Rote est négatif. Les données prises pour HSBC, Standard Chartered Barclays et Crédit Suisse sont sur la base de la publication du 30/09/2022.

³⁴ Ajout de Creval (en Banque de Proximité à l'International) et Lyxor (en Gestion de l'épargne et assurances) en 2021

notamment la prime de partage de la valeur à hauteur de +28 millions d'euros. A périmètre constant, la croissance des revenus des métiers étant supérieure à celle des charges, l'effet ciseaux est positif en 2022 à +1,6 point de pourcentage. Les charges de AHM sont en hausse de +76 millions d'euros en lien avec la volatilité des opérations intragroupe avec les Caisses régionales au premier trimestre 2022.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** de l'année 2022 s'établit à 58,2%. Le coefficient d'exploitation est donc inférieur au plafond fixé par le Plan Moyen Terme de 60% chaque année. Depuis 2017, le coefficient d'exploitation³⁵ de Crédit Agricole S.A. reste inférieur de plus de 6 points de pourcentage à celui d'un échantillon de 10 banques européennes³⁶.

Le FRU sous-jacent sur l'année 2022 s'élève à 647 millions d'euros, en hausse de + 24,0 % par rapport à 2021³⁷. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 9 264 millions d'euros, en hausse de +2,4%.

Enfin, le **coût du risque sous-jacent** atteint -1 551 millions d'euros et affiche une hausse sur la période (+25,9% / -320 millions d'euros) contre -1 232 millions d'euros sur l'année 2021. Cette hausse en 2022 tient à l'augmentation du **provisionnement des encours sains** de 113 millions d'euros (155 millions d'euros en 2021 vs 268 millions d'euros en 2022), en lien notamment avec le provisionnement faisant suite au déclenchement de la guerre Ukraine/Russie sur le premier trimestre 2022³⁸ (provisions de 419 millions d'euros sur encours sains en 2022, auxquels il convient d'ajouter 270 millions passés en 2022 sur des dossiers en défaut); Elle intègre ainsi aussi la hausse de 374 millions d'euros du provisionnement du risque avéré qui se normalise après une année de coût du risque avéré très bas, passant de 993 millions d'euros en 2021 à 1 367 millions d'euros en 2022 (moyenne trimestrielle 2022 comparable à celle de 2019). Le risque avéré sur 2022 intègre un impact de la guerre en Ukraine dès le premier trimestre et l'impact d'un dossier spécifique au quatrième trimestre. Cette augmentation est compensée par des reprises sur autres risques de 168 millions d'euros correspondant à des reprises de provisions en 2022 pour risques juridiques sur la banque de financement et d'investissement vs des dotations en 2021 essentiellement sur l'Italie.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort en hausse de + 3,0 %, à 379 millions d'euros, avec les partenariats de Services Financiers Spécialisés comme principaux contributeurs.

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à +15 millions en 2022 contre -36 millions d'euros en 2021. La contribution 2021 provenait essentiellement de la déconsolidation de la filiale algérienne de Crédit Agricole CIB.

Le **résultat avant impôt, activités cédées et minoritaires** ressort ainsi en légère baisse de -0,5%, à 8 107 millions d'euros.

La charge d'impôt est de 1 812 millions d'euros, en baisse de -3,4 %, avec un **taux d'impôt effectif sous-jacent** à 23,4 %, en baisse de -0,7 point de pourcentage comparé à 2021. **Le résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de + 0,9%.**

Les **intérêts minoritaires** s'établissent à - 863 millions d'euros en 2022, soit en baisse de -1,5% en parallèle de la baisse du résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires. **Le résultat net part du Groupe sous-jacent augmente de + 1,3 % à 5 468 millions d'euros.**

³⁵ Afin d'être sur des données comparables, la comparaison avec l'échantillon de banques européennes s'est faite sur la base d'un coefficient d'exploitation publié et y compris FRU.

³⁶ Société Générale ; BNP Paribas ; Banco Santander; UniCredit; Crédit Suisse; UBS; Deutsche Bank; HSBC; Standard Chartered; Barclays. Les données prises pour HSBC, Standard Chartered, Barclays et Crédit Suisse sont sur la base de la publication du 30/09/2022.

³⁷ À noter que la restitution d'un trop versé sur le FRU sur la période 2016-2020 a été comptabilisée pour 130 millions d'euros en éléments spécifiques au premier trimestre 2021

³⁸ Les 113 millions d'euros d'augmentation du provisionnement sur encours sains n'intègrent pas en revanche 195 millions d'euros passés au 1^{er} trimestre 2022 de provisionnement de la valeur des titres de Crédit Agricole SA dans Crédit Agricole Ukraine. Cette provision a été retraitée en éléments spécifiques.

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au quatrième trimestre 2022, l'activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) a été soutenue, dans des marchés qui restent difficiles. Les encours s'établissent à 2 415 milliards d'euros, en légère hausse de +0,5% par rapport à fin septembre 2022. Le trimestre est marqué par une forte collecte nette positive de +15,3 milliards d'euros, dont +15 milliards d'euros en Gestion d'actifs et +0,3 milliard d'euros en Gestion de Fortune, ainsi qu'à un effet périmètre de -0,9 milliard d'euros lié à la cession de Brésil en Gestion de Fortune et un effet marché et change négatif de -2,1 milliards d'euros.

A fin décembre 2022, les 2 415 milliards d'euros d'encours gérés sont en baisse de -6,4% sur un an. La collecte nette est positive, à + 13,2 milliards d'euros sur l'année 2022, sous l'effet d'un bon niveau de collecte en produits de trésorerie et en actifs moyen-long terme (MLT), après un niveau record de collecte en 2021 à +71 milliards d'euros. Sur l'ensemble de l'année 2022, l'évolution des marchés a contribué très défavorablement à l'évolution des encours gérés (effet marché et change à - 182 milliards d'euros sur la période, dont - 167 milliards d'euros pour la Gestion d'Actifs). Les encours hors double compte s'élèvent à 2 138 milliards d'euros au 31 décembre 2022, en baisse de - 5,2% par rapport au 31 décembre 2021.

L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurance) reste dynamique au quatrième trimestre 2022 et le métier poursuit son développement commercial et sa diversification, en France comme à l'international. À fin décembre 2022, le chiffre d'affaires global atteint 35,3 milliards d'euros³⁹, en baisse de -3,1%³⁹ par rapport à l'année 2021.

Le quatrième trimestre 2022 est marqué pour Crédit Agricole Assurances (CAA) par plusieurs événements importants :

- Signature d'un protocole d'accord entre Banco BPM et CAA pour la mise en place d'un partenariat de distribution de long terme en assurance non vie et emprunteur en Italie
- Lancement du fonds de retraite professionnelle supplémentaire Crédit Agricole Assurance Retraite
- Signature d'un partenariat commercial pour l'assurance automobile avec Mobilize Financial Services, filiale de Renault Group en assurance non-vie

En Epargne / Retraite, l'activité est impactée par l'environnement économique et financier, avec un chiffre d'affaires qui atteint 25,4 milliards d'euros³⁹ en baisse de -6,6%³⁹ sur un an. La collecte brute s'établit à 6,5 milliards d'euros ce trimestre, avec un taux d'unités de compte record à 44,3% (+6,6 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022 et + 2,3 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021). La collecte nette est à zéro ce trimestre, la baisse de la collecte nette des contrats en euro (-1,7 milliard d'euros), entièrement compensée par la collecte positive en unités de compte (+1.7 milliard d'euros).

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance) atteignent 321 milliards d'euros, stables sur 1 an (-0,5%), avec une part des encours euros en hausse de +1,2% par rapport à fin décembre 2021. La part des unités de compte dans les encours gérés s'établit à 25,6%, en hausse de +0,8 point de pourcentage par rapport à septembre 2022, mais en baisse de -1,2 point de pourcentage sur un an, en lien avec la baisse des marchés actions.

Le **taux de participation aux bénéfices** des contrats en euro de Predica s'élève 2,32% à fin 2022, en hausse de +106 points de pourcentage par rapport à fin 2021. Enfin, la **provision pour participations aux excédents** (PPE⁴⁰) s'élève à 12 milliards d'euros au 31 décembre 2022 et représente 5,7% du total des encours euros.

En Assurance dommages, l'activité est dynamique, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 5,2³⁹ milliards d'euros à fin décembre 2022, en hausse de +8,3%³⁹ par rapport à fin 2021 et à +9,7%³⁹ par rapport au quatrième trimestre 2021. A fin décembre 2022, le portefeuille de contrats dommages s'élève à près de 15,3 millions⁴¹, en progression de +3,5% sur un an³⁹. L'équipement des particuliers dans les réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole est stable par rapport

³⁹ Hors La Médicale

⁴⁰ Périmètre Vie France

⁴¹ Périmètre : dommages France et international

à fin décembre 2021 pour les Caisses régionales (42,6%, -0,1 points de pourcentage), en progression chez LCL (27,1%, +0,5 points de pourcentage), et CA Italia (21,2%, +2,2 points de pourcentage ; 16,8% en intégrant la base clientèle de Creval). En plus des activités traditionnelles (habitation, protection juridique, garantie des accidents de la vie, auto), la croissance de l'activité d'assurance dommages a été accentuée au quatrième trimestre 2022 par une nouvelle offre en assurance auto en Italie destinée à protéger les clients dans toutes les formes de mobilité ainsi que par une offre d'assurance habitation au tarif unique de 6€ par mois pour les jeunes locataires, lancée en France, en décembre 2022. Le ratio combiné s'établit à 98,5%, en dégradation de +2,1 points de pourcentage sur un an, marqué par plusieurs événements climatiques d'envergure en France.

En **prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires du 2022 s'établit à 4,7 milliards d'euros⁴² en hausse de +6,4%⁴² par rapport à 2021 avec une activité en assurance emprunteur qui reste soutenue par un marché immobilier favorable (+8%) et une bonne tenue du crédit à la consommation (+6%). Sur le trimestre, la production est dynamique, avec un chiffre d'affaires en hausse de +5,5%⁴²

La Gestion d'actifs (Amundi) affiche un quatrième trimestre résilient, avec une collecte positive, notamment en produits de trésorerie hors JV et actifs MLT), dans des marchés qui restent difficiles.

Les **encours gérés** atteignent 1 904 milliards d'euros à fin décembre 2022 (pour rappel, les encours Lyxor ont été intégrés pour la première fois 31 décembre 2021 pour 148 milliards d'euros), en légère hausse de +0,5% par rapport au 30 septembre 2022. Sur l'année, les encours sont en baisse de -7,7%, la collecte positive en actifs MLT ne compensant que partiellement les effets marchés et change fortement défavorables sur l'année (-167 milliards d'euros)

Le **Retail** enregistre un très bon niveau d'activité dans les réseaux partenaires en France et à l'International au quatrième trimestre 2022 (+2,6 milliards d'euros en actifs MLT), notamment en produits structurés et obligataires qui affichent un bon niveau de collecte depuis le troisième trimestre 2022. Sur l'année, l'activité est également bien orientée dans les réseaux, mais surtout tirée par les distributeurs tiers avec une collecte positive en actifs MLT hors JVs (+6,5 milliards d'euros).

La collecte sur les **Institutionnels** est très positive sur le quatrième trimestre 2022 (+20,2 milliards d'euros), tirée par les produits de trésorerie (+17,2 milliards d'euros) et par les actifs MLT hors Assureurs CA&SG (+8,3 milliards d'euros). Sur l'année 2022, à noter la très bonne performance des actifs MLT hors JV, qui ne compense que partiellement la décollecte en produits de trésorerie.

L'activité dans les **JV asiatiques** est positive sur l'année 2022 (+14 milliards d'euros), tirée par une très forte collecte de la JV indienne qui maintient sa position de leader sur le marché local. Sur le trimestre l'activité des JV enregistre une décollecte de -6,2 milliards d'euros principalement liée à la poursuite des sorties d'institutionnels en Chine dans un contexte économique adverse.

Amundi Technology poursuit son développement, notamment en augmentant son nombre de clients (+8 nouveaux clients sur l'année 2022).

En gestion de fortune⁴³, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 190 milliards d'euros à fin décembre 2022 (dont 130 milliards d'euros pour Indosuez Wealth Management), et sont stables par rapport à fin septembre 2022. Pour Indosuez Wealth Management le trimestre est marqué par un niveau de la collecte nette très élevé de +0,9 milliards d'euros et par un effet périmètre de -0,9 milliards d'euros lié à la cession du Brésil

Sur l'année 2022, les encours sont en baisse de -2,4%, la collecte très élevée de +6,2 milliards d'euros (dont un niveau record de + 4 milliards d'euros pour Indosuez Wealth Management) ne compensant que partiellement la baisse des marchés et l'effet change négatif (-10 milliards d'euros sur l'année 2022).

⁴² Hors La Médicale

⁴³ LCL Banque Privée et Indosuez Wealth Management

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Depuis le 31 décembre 2021, le pôle **Gestion de l'épargne et Assurances** (GEA) a connu plusieurs effets périmètre: la cession de la Médicale à Generali en juillet 2022 pour Crédit Agricole Assurances et l'intégration de Lyxor pour Amundi à partir du 1^{er} janvier 2022.

Ainsi, à périmètre courant, au quatrième trimestre 2022 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire sous-jacent** de 1 937 millions d'euros, en hausse de +20,5% par rapport au quatrième trimestre 2021. Outre l'effet périmètre lié à l'intégration de Lyxor, la hausse est expliquée par un très bon niveau de revenus en activités d'assurance et en gestion de fortune. Les charges augmentent de +11,0% à périmètre courant. Ainsi le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 41,1 %, en baisse de -3,5 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 1 142 millions d'euros, +28,1% par rapport au quatrième trimestre 2021. L'impôt est en hausse de +85,9% liée à l'effet de base 2021 sur le périmètre des métiers d'assurance⁴⁴. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle GEA s'établit à **705** millions d'euros, en hausse de +15,6% par rapport au quatrième trimestre 2021. La baisse du résultat en gestion d'actifs (-10,7%), est plus que compensée par la hausse des résultats des métiers d'assurance (+31,1%) et de gestion de fortune (+9,3%).

Sur l'ensemble d'année 2022, à périmètre courant, outre l'effet périmètre lié à l'intégration de Lyxor, le dynamisme de l'activité du pôle GEA permet de réaliser un **produit net bancaire** en croissance de +5,5 % sur un an à 6 885 millions d'euros. Les charges hors FRU sont en hausse de + 9,2 %, en lien avec l'intégration de Lyxor, mais également avec des investissements dans les projets IT. Le **résultat brut d'exploitation** et le **résultat avant impôt** ressortent en hausse de + 2,3 %. L'impôt augmente de +10,4 %, principalement en raison d'un effet de base 2021⁴⁴. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'élève à 47,4 %, en augmentation de +1,6 point de pourcentage par rapport à 2021. Le pôle GEA affiche ainsi un **résultat net part du Groupe sous-jacent** à 2 415 millions d'euros, en hausse de + 2,8% et par rapport à l'année 2021. La hausse des résultats des métiers d'assurance (+11,8%) et de gestion de fortune (+9,5%) compensent la baisse en gestion d'actifs (-12,9%), principalement liée à un effet de base défavorable du fait du niveau exceptionnel des commissions de surperformance en 2021.

Sur l'année 2022, le pôle GEA contribue à hauteur de 39% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et à hauteur de 29 % aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2022, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,4 milliards d'euros dont 10,7 milliards d'euros sur les Assurances, 1,2 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,4 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 36,7 milliards d'euros dont 19,5 milliards d'euros sur les Assurances, 12,4 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 4,7 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à 22,1% pour l'année 2022, contre 24,4% sur l'année 2021.

Résultats assurances

Au quatrième trimestre 2022, le **produit net bancaire sous-jacent** des assurances atteint 910 millions d'euros, en hausse de +51,1% (+43,6% à périmètre constant⁴⁵) par rapport au quatrième trimestre 2021, principalement du fait de la reprise de provisions techniques (par rapport à une dotation au quatrième trimestre 2021) compensant le moindre prélèvement sur la marge financière. Les charges sous-jacentes sont en hausse de +26,7% (stable à périmètre constant⁴⁵), liées notamment aux dépenses IT et aux frais de personnels. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** s'établit à 741 millions d'euros, en forte hausse de +58,0% par rapport au quatrième trimestre 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'établit à 18,6%, en baisse de -3,6 points de pourcentage par rapport à la même période en 2021. Le niveau d'impôts s'établit à -238 millions d'euros, en forte hausse par rapport à -79 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, lié notamment à un taux d'impôt très bas au quatrième trimestre 2021⁴⁴. Ainsi, le **résultat net part du groupe sous-jacent** s'établit à 483 millions d'euros, soit une hausse de +31,1% par rapport au quatrième trimestre 2021.

⁴⁴ Pour le périmètre de Crédit Agricole Assurances, l'exercice 2021 avait bénéficié d'un taux effectif réduit, notamment en lien avec la cession de titres à taux réduit

⁴⁵ Hors La Médicale ; pour rappel effet base au T4-21 lié au passage de la Médicale en IFRS5 (PNB -31 m€, charges +35 m€, RNPG +4,9 m€)

Sur l'année **2022**, le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 2 900 millions d'euros, en hausse de +13,7% (+14,7% à périmètre constant⁴⁶ par rapport à l'année 2021). En effet, la hausse du prélèvement sur marge financière, la reprise de provisions techniques ainsi que l'impact positif sur les revenus 2022 du démantèlement total de la garantie Switch ont permis de compenser des effets marché négatifs et la hausse de la sinistralité. Les **charges** augmentent de +8,9% (+9,8% à périmètre constant⁴⁶, en raison notamment de la hausse des impôts & taxes en lien avec l'évolution du chiffre d'affaires impactant défavorablement la C3S⁴⁷, ainsi que les charges liées au développement des métiers. Ainsi, le coefficient d'exploitation s'établit à 27,1%, en baisse de -1,2 point de pourcentage par rapport à l'année 2021. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est en hausse de +15,6% par rapport à l'année 2021, à 2 114 millions d'euros. La **charge d'impôt** sur l'année 2022 augmente de +40,1% à -483 millions d'euros, principalement en raison de la hausse du taux d'impôt effectif par rapport au 2021⁴⁸. Le **résultat net des activités arrêtées** s'établit à 17 millions d'euros, du fait de la finalisation de la cession de La Médicale au troisième trimestre 2022. Au final, le **résultat net part du groupe sous-jacent** atteint 1 572 millions d'euros, en hausse de +11,8% par rapport à l'année 2021 (à périmètre courant et à périmètre constant). En intégrant la plus-value de cession de La Médicale de +101 millions d'euros le **résultat net part du groupe publiable** s'établit à 1 673 millions d'euros.

Concernant le passage à la norme IFRS 17 pour le métier assurances à partir de 1^{er} janvier 2023, l'impact attendu sur le résultat de Crédit Agricole Assurance devrait être limité. La baisse des coefficients d'exploitation annoncés dans le PMT 2025, i.e. inférieur à 15% pour Crédit Agricole Assurance et inférieur à 59% pour Crédit Agricole S.A. est confirmée. Enfin, la comptabilisation de l'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole sera comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers et contribuera à réduire d'avantage le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole SA.

Les Assurances contribuent à hauteur de 25 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2022 et de 11 % à leurs revenus sous-jacents.

Crédit Agricole Assurances affiche, par ailleurs sa solidité et sa résilience avec un ratio prudentiel Solvabilité 2 à un niveau toujours élevé de 204 % au 31 décembre 2022.

Résultats gestion d'actifs

Au quatrième trimestre 2022, le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 770 millions d'euros, en baisse de -0,9% par rapport au quatrième trimestre 2021 (-7,7% à périmètre constant⁴⁹), mais en hausse notable par rapport au troisième trimestre 2022 (+4,4%⁴⁹). Les commissions nettes de gestion sont stables par rapport au quatrième trimestre 2021 (-6,6% à périmètre constant, du fait de l'effet marché sur les encours). Les commissions de surperformance, sont en repli par rapport au niveau exceptionnel enregistré en 2021, mais affichent un très bon niveau sur le dernier trimestre 2022. Les **charges d'exploitation sous-jacentes** s'élèvent à 423 millions d'euros, en hausse de +7,1% (-3% à périmètre constant⁴⁹) Ainsi, le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à 55,0%⁵⁰. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** diminue de -9,2%. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, s'établit à 24 millions d'euros, en hausse de +12,5% et la charge d'impôt sous-jacente s'élève à -87 millions d'euros, en baisse de -5,5%. Au final, le **résultat net part du groupe sous-jacent** diminue de -10,7%, à 187 millions d'euros.

Sur l'année 2022, le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 3 056 millions d'euros, en baisse de -2,6% par rapport à l'année 2021 (-8,8% à périmètre constant⁴⁹), du fait de l'effet base défavorable lié au niveau exceptionnel de commissions de surperformance en 2021. Hors cet effet, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse par rapport au 2021. Les **commissions nettes de gestion** sont en augmentation par rapport à l'année 2021 de + 7,6% et stables à périmètre constant⁴⁹, à près de 3 milliards d'euros. Le **niveau des commissions de surperformance** atteint 171 millions d'euros, en baisse par rapport au niveau exceptionnel de 2021 (440 millions d'euros en intégrant

⁴⁶ Hors La Médicale

⁴⁷ Contribution sociale de solidarité des sociétés

⁴⁸ Pour le périmètre de Crédit Agricole Assurances, l'exercice 2021 avait bénéficié d'un taux effectif réduit, notamment en lien avec la cession de titres à taux réduit

⁴⁹ Périmètre constant : y compris Lyxor

⁵⁰ 52,1% hors charges d'amortissement des actifs intangibles

Lyxor dès 2021). Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** augmentent de +9,2%, mais stables à périmètre constant grâce notamment aux premières réalisations des synergies Lyxor. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** est de 55,8%, en hausse de +6,0 points de pourcentage (+4,6 point de pourcentage à périmètre constant) par rapport à l'année 2021 (qui avait bénéficié du très haut niveau de commissions de surperformance). Ainsi, le résultat brut d'exploitation diminue de -14,3%. Le résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 88 millions d'euros, en hausse de +4,6%. Au final le **résultat net part du groupe** s'établit à 730 millions d'euros en baisse de -12,9%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 12 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2022 et 13 % de leurs revenus sous-jacents.

Au 31 décembre 2022, les fonds propres alloués à la Gestion d'actifs s'élèvent à 1,2 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 12,4 milliards d'euros.

Résultats gestion de fortune⁵¹

Le **produit net bancaire sous-jacent** de la gestion de fortune d'établit à 258 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de +12,5% par rapport au quatrième trimestre 2021 (+9,8% à change constant), soutenu par la croissance des dépôts dans un contexte de hausse de taux, permettant de limiter les effets marché négatifs sur les revenus. Les **charges sous-jacentes hors FRU** atteignent 203 millions d'euros, en hausse contenue de +8,3% (+4,9% à change constant) principalement due à l'ajustement des rémunérations variables suivant les résultats de l'année. Ainsi, l'**effet ciseaux** est très positif ce trimestre à +4,3 points de pourcentage (+4,9 points de pourcentage à change constant) et le **coefficient d'exploitation sous-jacent** diminue de -3,1 point de pourcentage pour s'établir à 78,9% au quatrième trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent, hors FRU, progresse de +31,9% à 54 millions d'euros. Le **résultat net part du groupe sous-jacent** atteint 35 millions d'euros, plus haut niveau historique en dix ans, en hausse de +9,3% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Sur l'année 2022, le **produit net bancaire sous-jacent** du métier gestion de fortune s'établit à 929 millions d'euros, en augmentation de +10,5% par rapport à l'année 2021 (+7,1% à change constant), grâce à la bonne dynamique commerciale et la hausse de la marge d'intérêt ayant permis de compenser les effets marché défavorables sur le stock. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +9,5% (+5,5% à change constant) à 771 millions d'euros, principalement liées aux investissements IT et digitaux, ainsi qu'aux rémunérations variables. L'effet ciseaux sur l'année 2022 est ainsi positif à +1,0 point de pourcentage (+1,5 point de pourcentage à change constant). Le résultat **brut d'exploitation sous-jacent** augmente de +16,1% pour s'établir à 155 millions d'euros. Au final, le **résultat net part du groupe** atteint 113 millions d'euros, en hausse de +9,5% sur l'année 2022 et au plus haut niveau historique depuis dix ans.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2022 et 4 % de leurs revenus sous-jacents.

Au 31 décembre 2022, les fonds propres alloués à la Gestion de fortune s'élèvent à 0,4 milliard d'euros ; les emplois pondérés sont de 4,7 milliards d'euros.

Activité du pôle Grandes Clientèles

L'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** affiche une performance record sur le quatrième trimestre et sur l'année 2022.

Au quatrième trimestre, les **revenus sous-jacents** sont en hausse à 1 436 millions d'euros, soit +14,8% par rapport au quatrième trimestre 2021 (+12,4% hors effet change). Cette croissance est portée par la bonne performance de la **banque de financement** à 824 millions d'euros, soit +9,9% par rapport au quatrième trimestre 2021 (+5,3% à change constant). Les activités de financement structurés à 326 millions d'euros sont en hausse de +27,2% par rapport au quatrième trimestre 2021 dans tous les segments. La banque commerciale connaît une évolution plus contrastée avec la poursuite de la forte croissance des activités d'*International Trade & Transaction Banking* dans un contexte de taux

⁵¹ Périmètre Indosuez Wealth Management

redevenus positifs et de forte demande de clients, compensant le retrait des activités du *Corporate & Leveraged Finance*. A 498 millions d'euros, ses revenus sont en croissance de +0,8% par rapport au quatrième trimestre 2021. La **banque de marché et d'investissement** à 612 millions d'euros est soutenue par une excellente dynamique commerciale et est en croissance de +22,1% par rapport au quatrième trimestre 2021 (+22,8% hors effet change), les effets valorisation des marchés du troisième trimestre étant moins marqués ce trimestre. La banque d'investissement connaît également un bon trimestre à 104 millions d'euros (+17,4% par rapport au quatrième trimestre 2021), tirée pas le bon niveau des résultats des produits *Equity Solutions*.

Sur l'ensemble de l'année 2022, la Banque de financement et d'investissement a réalisé une excellente performance commerciale avec des revenus sous-jacents à 5 735 millions d'euros, en hausse de +11,3% par rapport à l'année 2021 (+7,3% à change constant). Les revenus sous-jacents de la **banque de financement** sont en hausse et atteignent un niveau élevé à 3 101 millions d'euros en 2022, soit +11,7% par rapport à l'année 2021 et +(5,9% hors effet change). La banque de financement renforce ainsi son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France⁵² et #2 en EMEA⁵²) et se positionne #4 sur les crédits financement projets monde⁵². Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** sont en hausse à 2 634 millions d'euros sur l'année 2022, soit +10,8% par rapport à l'année 2021 et +9,0% hors effet change. CACIB réaffirme ses **positions de leader** sur les émissions obligataires devenant #3 All bonds in EUR Worldwide⁵² et retrouvant la position de #1 Green, Social & Sustainable bonds en EUR⁵³. La **VaR** réglementaire moyenne est stable par rapport au troisième trimestre 2022 à 19,1 millions sur le quatrième trimestre 2022 contre 6,4 millions d'euros au quatrième trimestre 2021 (et 10,9 millions d'euros au quatrième trimestre 2020), en lien avec les chocs de marché et de taux sur la période. Elle demeure néanmoins à un niveau faible, reflétant la **gestion prudente des risques**.

Le 17 octobre 2022, CACEIS a annoncé la signature d'un protocole d'accord en vue de l'acquisition potentielle par CACEIS des activités de services aux investisseurs de RBC en Europe. Celui-ci a été confirmé avec la signature fin décembre 2022 d'un accord contraignant (SPA) entre les deux parties. Avec cette acquisition, CACEIS renforcera son positionnement parmi les leaders mondiaux de l'asset servicing devenant #1 en Europe en terme d'actifs administrés avec près de 3 500 milliards d'euros⁵⁴ et #2 en terme d'encours conservés à 4 800 milliards d'euros⁵⁴. Cette opération permettra également de diversifier le profil de la clientèle en ramenant la part des clients français à 50% à la faveur principalement des clientèles anglo-saxonnes et luxembourgeoises.

La réalisation de la transaction est soumise aux conditions suspensives usuelles y compris les approbations réglementaires applicables. Cette opération est conforme aux objectifs de développement du Groupe et respectera nos critères de rentabilité avec un retour sur investissement attendu supérieur à 10% sur 3 ans grâce à la réalisation de synergies. Après coût d'intégration, le résultat net additionnel (avant minoritaires) attendu en 2026 serait supérieur à 100 million d'euros. L'opération aura un impact négatif inférieur à -10 points de base sur le CET1 de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole⁵⁵ au moment du closing, prévu au troisième trimestre 2023.

La fin d'année a aussi vu la création d'Uptevia le 1 janvier 2023, joint-venture à 50/50 regroupant les métiers de services aux émetteurs⁵⁶ de CACEIS et BNP Paribas. Cette nouvelle structure répond à la volonté de proposer une offre de services spécialisée, enrichie et évolutive à la clientèle Corporate en France en s'appuyant sur une architecture robuste et agile et des équipes dédiées.

Au quatrième trimestre 2022, les effets marchés très importants sur les derniers trimestres sur les encours des **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) s'infléchissent un peu. Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +2,9% à fin décembre 2022 par rapport à fin septembre 2022 (baisse de -10,7% par rapport à fin décembre 2021) pour atteindre 4 090 milliards d'euros. Les **encours administrés** pour leur part sont en hausse de +3,0% sur le trimestre (-9,7% sur un an), atteignant 2 172 milliards d'euros à fin décembre 2022. Le

⁵² Refinitiv

⁵³ Bloomberg

⁵⁴ Sur la base des chiffres au 31 mars 2022 ; pour les actifs administrés

⁵⁵ Estimé sur les chiffres au 30 juin 2022

⁵⁶ Prestation opérationnelle de tenue des registres, d'organisation d'assemblées générales et autres services aux émetteurs en France

dynamisme de l'activité clientèle ne suffit pas à compenser l'impact de l'évolution des taux longs et des marchés action sur les actifs.

Résultats pôle Grandes Clientèles

Au **quatrième trimestre 2022**, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 1 775 millions d'euros, en hausse de +13,7% par rapport au quatrième trimestre 2021, soutenu par une excellente performance, aussi bien des métiers de la banque de financement et d'investissement que des services financiers aux institutionnels. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse limitée par rapport au quatrième trimestre 2021 (+5,1%) bénéficiant d'effets conjoncturels, atténuant l'impact de la croissance des charges liée à l'activité. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en forte croissance (+27,0%) sur le trimestre. Le pôle enregistre une dotation nette globale du coût du risque de -15 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, incluant des reprises de provisions juridiques et des compléments de provisions sur les expositions russes, à comparer à une dotation de -1 million d'euros au quatrième trimestre 2021. Le résultat avant impôt s'élève à 755 millions d'euros, en forte croissance de +23,5%. La charge d'impôt est en progression de +6,1% à -172 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** atteint 545 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de +30,2%.

Sur l'année 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent du pôle Grandes Clientèles s'établit à 7 012 millions d'euros, en hausse de +10,8% par rapport à l'année 2021. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +6,8% à 3 905 millions d'euros, pour accompagner le développement et les investissements IT (notamment enrichissement de la plateforme F/O et amélioration de l'offre e-business dans les activités de marché). Les **charges FRU** sont en nette hausse de +34,7% par rapport à l'année 2021 à 442 millions d'euros. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** de la période s'élève à 2 665 millions d'euros, en hausse de +13,6% par rapport à l'année 2021. Le **coût du risque** sur l'année 2022 est en dotation nette de -251 millions d'euros par rapport à une dotation de -39 millions d'euros sur l'année 2021, essentiellement en raison de l'impact de la guerre Russie/Ukraine et de ses conséquences en termes de provisionnement sur encours sains au cours de l'année 2022 (dotation de -374 millions d'euros sur les expositions russes en stage 1 et 2). Ainsi, la contribution du pôle au **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 1 709 millions d'euros, en hausse de +4,9% par rapport à l'année 2021.

Le pôle contribue à hauteur de 28% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2022 et de 29% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2022, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 13,3 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 139,5 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 12,5% pour l'année 2022, contre 13,1% pour 2021.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **quatrième trimestre 2022** le **produit net bancaire sous-jacent** de la Banque de financement et d'investissement affiche une performance record à 1 436 millions d'euros en hausse de +14,8% par rapport au quatrième trimestre 2021 (+12,4% à change constant), porté par tous ses métiers. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes **hors FRU** enregistrent une hausse de +8,2% (+6,4% à change constant) pour s'établir à -779 millions d'euros, reflétant des investissements humain et IT, en lien avec la stratégie PMT et intégrant un effet taxes positif. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à un haut niveau à 657 millions d'euros en hausse de +23,6% par rapport au quatrième trimestre 2021 (+20,6% à change constant) et le coefficient d'exploitation atteint 54,2%. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -12 millions d'euros, à comparer avec une dotation de -2 millions d'euros au quatrième trimestre 2021, qui s'explique par des dotations sur risque de crédit à hauteur de -62 millions d'euros et une reprise de provision pour risques juridiques à hauteur de +39 millions d'euros. Les provisions pour risques de crédit comprennent notamment des provisions complémentaires sur les expositions russes à hauteur de -127 millions d'euros. Enfin, le **résultat avant impôt** du quatrième trimestre 2022 s'élève à +644 millions d'euros, en hausse de +21,5% par rapport au quatrième trimestre 2021. La charge d'impôt atteint -148 millions d'euros. Au final, le **résultat net part du Groupe** sous-

jacent s'établit à 485 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2022, en hausse de +30,0% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Les emplois pondérés à fin décembre 2022 sont en forte baisse de -13,8 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2022 lié à une croissance organique maîtrisée et des impacts externes favorables de -9,9 milliards d'euros incluant des impacts change, marché et crédit pour s'établir à 130,2 milliards d'euros.

Sur l'année 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent affiche également une performance record et progresse de +11,3% par rapport à l'année 2021 pour s'établir à 5 735 millions d'euros, il est en croissance de +7,3% à change constant. Les **charges hors FRU** sous-jacentes augmentent de +9,1% (+6,3% à change constant), en lien avec la stratégie de croissance organique et de développement des activités de la BFI, alors que les contributions au FRU enregistrent une hausse sur l'exercice plus significative de +30,2% pour s'élever à -384 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent, à 2 328 millions d'euros est en nette hausse (+11,7% par rapport à l'année 2021 ; +5,8% à change constant) et le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 52,7%. Le coût du risque enregistre une dotation de -248 millions d'euros sur l'année 2022, en lien avec le provisionnement des expositions russes (dotations de -536 millions d'euros sur les expositions Russie, dont -374 millions d'euros sur encours sains), contre -47 millions sur l'année 2021. La charge d'impôt s'élève à -515 millions d'euros, en hausse de +10,8% et la contribution du métier au **RNPG** ressort en hausse de +1,9% à 1 530 millions d'euros.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au quatrième trimestre 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent des services financiers aux institutionnels enregistre une nette hausse de +9,3% par rapport au quatrième trimestre 2021 et s'établit à 339 millions d'euros. Cette progression est essentiellement liée à la bonne performance de la marge d'intérêt sur la période (+72,6%), en lien avec une activité de trésorerie qui bénéficie de la remontée des taux d'intérêt et compense la baisse des revenus de commissions consécutive à l'impact marché sur les encours. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en baisse à -222 millions d'euros (-4,5%), mais stables à périmètre constant⁵⁷ à +0,2%. Elles bénéficient de la rationalisation des coûts immobiliers qui permet d'absorber les investissements informatiques. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent affiche ainsi une nette progression de +49,9% et s'établit à 118 millions d'euros au quatrième trimestre 2022. Le trimestre enregistre également -8,4 millions d'euros en résultat net sur autres actifs en lien avec l'acquisition des activités européennes de RBC Investor Services. Le **résultat net** sous-jacent atteint ainsi 88 millions d'euros, en hausse de +31,0%. Après partage avec les minoritaires pour 28 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en hausse de +31,8% sur un an, à 60 millions d'euros au quatrième trimestre 2022.

Le **produit net bancaire** sous-jacent de l'année 2022 est en hausse de +8,2% par rapport à l'année 2021, porté par la hausse de la marge nette d'intérêts (+35,2%) qui compensent la baisse des revenus de commission liée à la baisse des encours et des activités de flux qui se maintiennent néanmoins à un niveau élevé. Les **charges hors FRU** sous-jacentes sont maîtrisées à -882 millions d'euros, en légère baisse par rapport à 2021 (-0,4%), bénéficiant notamment des effets du plan d'efficacité opérationnelle dont les coûts d'adaptation RH avaient été provisionnés en 2021. Les **charges FRU** sont en nette hausse de +74,6% par rapport à l'année 2021 à -58 millions d'euro. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse de +29,2% par rapport à l'année 2021 et le **résultat net** sous-jacent de +25,2%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sur l'année 2022 s'établit à 180 millions d'euros, en progression de +26,0%.

⁵⁷ Hors effet de première consolidation de CACEIS Fonds Services GmbH au quatrième trimestre 2021

Activité Services financiers spécialisés

Au quatrième trimestre 2022, la **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) reste dynamique à 12,1 milliards d'euros, soit +7,9% au quatrième trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021, portée par une activité très dynamique dans les JV Automobiles (+25,2%). En cumul **sur l'année 2022**, la production de crédit à la consommation s'élève à 47,8 milliards d'euros en hausse de 10,5% par rapport à 2021, portée également par les partenariats automobiles (+16,1%) ainsi que les activités en Italie (+18,0%)

La **production commerciale en crédit-bail** de Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F) sur le **quatrième trimestre 2022** connaît de son côté un ralentissement conjoncturel à -6,4% par rapport au quatrième trimestre 2021. La production commerciale en affacturage baisse également de -50,4% face à un quatrième trimestre 2021 record qui avait vu la signature de plusieurs gros clients. Sur **l'année 2022**, la production en leasing est en hausse à +8,9% à 7,4 milliards d'euros portée par les belles performances en énergies renouvelables qui dépassent à nouveau 1 milliard d'euros. La production en affacturage en revanche est en retrait à 16,5 milliards d'euros (-9,6%).

L'activité du pôle a été marquée cette année par la poursuite de la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis qui devrait être effectif à compter du deuxième trimestre 2023. CAL&F a également poursuivi l'intégration d'Olinn ainsi que la poursuite de la mise en place de nouvelles offres et de nouvelles initiatives de croissance comme la prise de participation de CAL&F dans Watèa (joint venture à 50/50 avec Michelin dans la LLD de véhicules électriques pour les professionnels) ou le lancement de l'offre d'affacturage ESG impact pour les grandes entreprises qui offre une incitation tarifaire en fonction de critères RSE.

Fin décembre 2022, les encours totaux de CACF s'établissent ainsi à 103,0 milliards d'euros soit +11,4% par rapport à fin décembre 2021. Les encours de leasing atteignent 17,6 milliards d'euros fin décembre 2022 (dont 14,1 milliards d'euros en France et 3,5 à l'international) soit +8,4% comparé à fin décembre 2021. Le chiffre d'affaires factoré du trimestre est en forte progression à 31,2 milliards d'euros, en augmentation de +17,1%, sous l'effet de la reprise économique et avec la montée en puissance de la plate-forme pan européenne. Sur l'année le chiffre d'affaires factoré dépasse les 100 milliards d'euros pour s'établir à 115,4 milliards d'euros en progression de 26,4% par rapport à 2021

Résultat services financiers spécialisés

Le produit net bancaire sous-jacent des services financiers spécialisés s'élève à 710 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de +2,9% par rapport au quatrième trimestre 2021. Ceci résulte d'une stabilité des revenus chez CACF dans un contexte de poursuite de la contraction des marges mais de production en hausse, et, pour CAL&F, de hausse du chiffre d'affaires factoré et de l'entrée dans le périmètre de Olinn. Les charges hors FRU en sous-jacent s'élèvent à -359 millions d'euros en hausse de +2,2%. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse (+3,6%), le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU reste bas à 50,6% (-0,4 point de pourcentage). Le **coût du risque** sous-jacent est en hausse de +7,1% par rapport au quatrième trimestre 2021, mais reste contenu. Le résultat net part du groupe sous-jacent atteint 198 millions d'euros, en hausse de +14,5%.

Sur l'année 2022, le produit net bancaire sous-jacent des **Services financiers spécialisés** augmente de +3,1%⁵⁸ par rapport à 2021, porté une bonne performance chez CACF et CAL&F. **Les charges hors FRU** sous-jacent augmentent de +4,3%. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas, à 51,9%, en hausse de +0,6 point de pourcentage. **La contribution au FRU** s'élève à -34 millions d'euros pour l'année 2022, en hausse de +47,9%. **Le coût du risque** sous-jacent est en hausse de +5,5% à -533 millions d'euros. La contribution des sociétés mises en équivalence en sous-jacent est en hausse de 4,6% à 316 millions d'euros. **Le résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit ainsi à 767 millions d'euros, en hausse de +4,0%.

⁵⁸ y.c Olinn acquis par CAL&F au T4 2021 (sur 2022, RBE de 5,2 m€ avec PNB de 30,9m€ et charges de -25,7m€; hors Olinn, 2022/2021, PNB +4,3%, charges hors FRU +7,5% / Sur le T4, PNB +6,7%, charges hors FRU +9,6% - NB : CACF Spain consolidé à 100% depuis le T3 2021; T1 et T2 21 à 50% en société mise en équivalence

Le pôle contribue à hauteur de 12% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2022 et de 12% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2022, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 5,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 58,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 14,5% pour l'année 2022, contre 15,2% pour 2021.

Résultats Crédit à la consommation

Le produit net bancaire sous-jacent de CACF atteint 530 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, stable par rapport au quatrième trimestre 2021, dans un contexte de poursuite de contraction des marges (hausse progressive des taux clients, et poursuite de la hausse du coût de refinancement) mais de production en hausse. Les charges hors FRU sont en baisse de -2,7% par rapport au quatrième trimestre 2021 bénéficiant d'un effet ponctuel positif sur le trimestre. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit ainsi à 268 millions d'euros, en hausse de +2,8%, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas à 49,4%, en baisse de -1,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021. Le coût du risque sous-jacent reste contenu à -122 millions d'euros, en augmentation de +1,4% et des mesures de resserrement d'octroi de crédit ont été mises en place, notamment en France et en Italie. Le coût du risque sur encours s'établit ainsi à 125 points de base⁵⁹ sur le trimestre. Après intégration du coût du risque des JV automobiles, il s'établit à 99 points de base sur le trimestre. Le taux de créances douteuses et litigieuses atteint 5,0%, stable par rapport à fin septembre 2022 et le taux de couverture atteint 86,3% en baisse de -2 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence en sous-jacent atteint 76 millions d'euros (+13,5%), en progression dans les trois joint ventures du pôle. Les impôts sous-jacent s'élèvent à -44 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de +21,5%. Le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint 151 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de +14,1%.

Sur l'année 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent atteint 2 126 millions d'euros et est en hausse de +1,4% par rapport à l'année 2021, le dynamisme de l'activité et le développement des encours notamment dans l'automobile compensant la pression sur les marges suite à la remontée progressive décalée des taux clients. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse de +1,0% à 1 079 millions d'euros et la contribution au FRU s'élève à -16 millions d'euros (+65,3% par rapport à l'année 2021). Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** reste bas à 50,7%, en baisse de -0,2 point de pourcentage. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit ainsi à 1 031 millions d'euros en augmentation de +1,1%. Le coût du risque sous-jacent augmente de +7,9%, pour atteindre -480 millions d'euros. Le coût du risque sur encours s'établit ainsi à 127 points de base⁶⁰ sur l'année 2022. Après intégration du coût du risque des JV automobiles, il s'établit à 100 points de base sur l'année; le taux de créances douteuses et litigieuses atteint 5,0%, stable par rapport à fin décembre 2021 et le taux de couverture atteint 86,3% en baisse de -2,1 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2021. La contribution des **sociétés mises en équivalences** atteint 316 millions d'euros en hausse de +4,6% en sous-jacent. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** en sous-jacent s'élève à 595 millions d'euros sur l'année 2022, en hausse de +0,5% en sous-jacent.

Résultats Leasing & Affacturage

Le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 180 millions d'euros, en hausse de +12,5% par rapport au quatrième trimestre 2021 sous l'effet de la hausse du chiffre d'affaires factoré et de l'intégration de Olinn (revenus en hausse de +6,7% à périmètre constant). Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse de +18,0% (+9,6% à périmètre constant) sous l'effet principalement de la croissance des salaires et des honoraires, et des investissements informatiques liés au contexte économique et à la croissance de l'activité. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent **hors FRU** est à 54,1%, en hausse de +2,5 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint 83 millions d'euros, en hausse de

⁵⁹Coût du risque en trimestre annualisé

⁶⁰Coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

+6,6% (+3,7% à périmètre constant). Le **coût du risque** sous-jacent reste à un niveau faible à 23 millions d'euros et le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 47 millions d'euros, en hausse de +15,8% (+10,2% à périmètre constant).

Sur l'année 2022, le **produit net bancaire** sous-jacent s'élève à 655 millions d'euros en hausse de +9,4% (+4,3% à périmètre constant) par rapport à fin décembre 2021, grâce à la forte activité en affacturage qui compense le resserrement des marges des activités de crédit-bail. **Les charges** sous-jacentes **hors FRU** sont en hausse de +15,6% (+7,5% à périmètre constant) avec la croissance de l'activité et des investissements informatiques et la hausse des rémunérations. La contribution au FRU s'élève à -18 millions d'euros (+35,0%). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent s'établit à 273 millions d'euros en hausse de +0,9% (baisse de -1,0% à périmètre constant). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 55,6%, en hausse de +3,0 points de pourcentage. Le coût du risque sous-jacent s'élève à -53 millions d'euros (-11,9%). Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 172 millions d'euros, en hausse de +18,4% (+15,7% à périmètre constant).

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

L'activité des **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. a été soutenue ce trimestre, portée notamment chez LCL par la production de crédits aux entreprises et aux professionnels, et chez Crédit Agricole Italia par une activité dynamique sur tous les segments.

L'**activité commerciale de LCL** a été dynamique tout au long de l'année 2022. Concernant la production de crédits, elle reste soutenue au quatrième trimestre 2022 par rapport à celle du quatrième trimestre 2021 (-6%⁶¹), tirée par la dynamique sur le marché des professionnels (+6%). La production habitat est en baisse (-10%) dans un contexte de ralentissement des demandes de crédits (-17% sur la production habitat selon la Banque de France), avec une hausse de +50 pb du taux à la production entre le troisième trimestre 2022 et le quatrième trimestre 2022 chez LCL. Sur l'année 2022 la production de crédits chez LCL a été très dynamique, à 41,8 milliards d'euros, soit une hausse de +17,5% par rapport à 2021, notamment portée par les crédits aux entreprises (+33,8%) et aux professionnels (+22,6%).

Les encours de crédits atteignent ainsi 164,3 milliards d'euros à fin décembre 2022 et sont en hausse de +9,1% par rapport à fin décembre 2021, dont +8,9% sur les crédits immobiliers, +8,6% sur les crédits aux professionnels, +11,4% sur les crédits aux entreprises et +4,2% sur les crédits à la consommation. Les encours de collecte, qui s'établissent à 235,2 milliards d'euros à fin décembre 2022, sont également en hausse, de +1,1% par rapport à fin décembre 2021, portés par la collecte bilan (+4,3%) en lien avec la progression des livrets et des comptes à terme, et malgré une épargne hors bilan en baisse (-4,1%) en raison d'un effet marché défavorable.

La conquête brute s'élève à 342 300 nouveaux clients sur l'année (78 900 au quatrième trimestre), et la hausse du fonds de commerce est de 40 200 clients sur l'année. Enfin, Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse de +0,5 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021 pour s'établir à 27,1% à fin décembre 2022.

En termes d'offres, l'année 2022 aura été marquée le lancement d'une offre 100% digitale, LCL Essentiel Pro, assortie de services extra-bancaires pour micro-entrepreneurs et entreprises individuelles, la mise en place de Flex, solution innovante de mini crédits instantanés sur l'application mobile, le développement de nouveaux partenariats dans le cadre de smart business, et des encours qui atteignent 1,9 milliard d'euros dans les fonds LCL Climat et LCL impact sociétal et solidaire.

L'activité de **CA Italia** a été soutenue sur l'année, très dynamique au quatrième trimestre 2022 et a bénéficié de la diversification des activités du Groupe en Italie. La conquête brute sur douze mois atteint ainsi 150 000 nouveaux clients⁶². Les encours de crédit de CA Italia à fin décembre 2022 s'établissent à 60 milliards

⁶¹ Hors PGE

⁶² Conquête nette : 22 500 clients

d'euros, en hausse de +1,1% par rapport à fin décembre 2021. La production de crédits aux entreprises⁶³ et en crédits à la consommation⁶⁴ est dynamique, augmentant respectivement de +6,3% par rapport au quatrième trimestre 2021 et +21,7% par rapport aux douze mois 2021, ainsi que +15,0% par rapport au quatrième trimestre 2021 et +26,6% par rapport aux douze mois 2021. La production de crédits habitat était résiliente dans un marché baissier en Italie sur les douze mois de l'année 2022, mais a rebondi au quatrième trimestre 2022 (+5% par rapport au quatrième trimestre 2021), permettant à CA Italia de gagner des parts de marché sur un an (7,1% au quatrième trimestre 2022 contre 6,2% au troisième trimestre 2022). Les encours de collecte à fin décembre 2022 s'élèvent pour leur part à 111,9 milliards d'euros, en baisse de -3,4% par rapport à fin décembre 2021 en raison d'un impact marché défavorable sur l'épargne gérée et d'une baisse de l'épargne bilan en dépit de la collecte positive sur les particuliers, professionnels et banque privée.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 21,2 % soit 16,8% y compris Creval.

L'année 2022 a été marquée par la finalisation de l'intégration des banques Credito Valtellinese et la fusion de CA FriulAdria au sein de CA Italia permettant le renforcement des synergies avec les autres entités du Groupe Crédit Agricole et l'achèvement du Projet *Banca Unica*. CA Italia a renforcé le parcours de transition énergétique de ses clients en lançant deux produits ESG dédiés au secteur agroalimentaire : *Agri Energia* est une ligne de financement destinée à soutenir les entreprises dans la construction, l'extension et la modernisation d'installations de production d'énergie durable et *Agri Blu* a pour but de financer la rénovation, l'achat de machines et d'installations pour la gestion de l'énergie, eaux d'irrigation et eaux usées, cycles d'approvisionnement, transformation et distribution des produits.

CA Italia obtient pour la 15^e année consécutive le titre de « Top Employer Italia 2023 ». Ce label récompense les entreprises italiennes leaders dans la gestion des ressources humaines.

Pour les Banques de Proximité à l'International hors Italie, les encours de crédits sont en baisse de -46,1% à fin décembre 2022 par rapport à fin décembre 2021 et les encours de collecte sont en baisse de -39,7% sur la même période.

Hors entités cédées⁶⁵ et hors Ukraine, c'est-à-dire en Pologne et en Egypte, la croissance des encours de crédits atteint +8,8% à change constant (-2,6% à change courant) et celle des encours de collecte atteint +12,0% à change constant (-1,0% à change courant) sur la même période. En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de +5,5% entre fin décembre 2022 et fin décembre 2021 (+7,5% à change constant) et la collecte de +5,8% sur la même période (+7,8% à change constant). En Egypte, les encours de crédit sont impactés par la dévaluation de la livre Egyptienne au T4 et diminuent de -23,7% entre fin décembre 2022 et fin décembre 2021 (+13,5% à change constant) et la collecte de -15,7% sur la même période (+25,3% à change constant). L'excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 2,4 milliards d'euros au 30 décembre 2022, et atteint 3,3 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

Enfin, le Groupe continue de déployer son modèle de banque universelle de proximité en Pologne. La conquête brute atteint 228 000 nouveaux clients en 2022 dans le pays (conquête nette 104 000 clients).

⁶³ Hors « Ecobonus » dont la production a été multipliée par 2,6 par rapport aux douze mois 2021. Les « Ecobonus » correspondent à des refinancements de crédit d'impôt clientèle : déduction fiscale Italienne pour les travaux de rénovation, d'efficacité énergétique et de sécurisation des bâtiments lancée en 2021. Hors PGE.

⁶⁴ Agos

⁶⁵ Entités cédées: Serbie classée en IFRS 5 depuis le deuxième trimestre 2021 (cession effective le 1er avril 2022) et Crédit du Maroc classé en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et cession du contrôle au quatrième 2022.

Résultats Banque de proximité en France

Au quatrième trimestre 2022, le produit net bancaire sous-jacent de LCL est en baisse de -1,6% par rapport au quatrième trimestre 2021, et atteint 915 millions d'euros. La baisse de la marge nette d'intérêt (-6,7%) liée à l'augmentation du coût des ressources est limitée par le repricing des taux des crédits sur le marché des entreprises. Elle est par ailleurs en partie compensée par la hausse des commissions (+4,5%) portée par la croissance des commissions de moyens de paiement. Les charges hors FRU, qui s'établissent à 581 millions d'euros, sont en baisse (- 3,7% par rapport au quatrième trimestre 2021) du fait d'éléments non récurrents, notamment fiscaux. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore de 1,4 point de pourcentage à 63,5%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est ainsi en hausse de +2,3%, à 334 millions d'euros.

Le coût du risque est également en hausse de +43,6% à -78 millions d'euros (dont -11 millions d'euros sur le coût du risque sur encours sains, - 61 millions d'euros sur le risque avéré, et - 6 millions d'euros de risques autres). Le taux de couverture s'établit à 66,2% à fin décembre, en baisse ce trimestre (-14 points de pourcentage), essentiellement en raison de l'impact d'un dossier spécifique passé en douteux alors qu'il était déjà provisionné au titre des encours sains. Le taux de créances douteuses atteint 1,75% à fin décembre 2022, en augmentation de +0,31 point pourcentage par rapport à fin septembre 2022.

Au final, le résultat net part du Groupe est stable (-0,2%) par rapport au quatrième trimestre 2021.

Sur l'année 2022, le résultat net part du Groupe publié de LCL s'élève à 899 millions d'euros, en hausse de + 17,7 % par rapport à 2021. Après prise en compte des éléments spécifiques (notamment les provisions épargne-logement, avec un impact de +34 millions d'euros en PNB et de + 24 millions d'euros en résultat), le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 875 millions d'euros, soit une hausse de + 13,1 %.

Les revenus sous-jacents de LCL augmentent de 3,3% par rapport à 2022 et atteignent 3 817 millions d'euros, portés d'une part par la marge nette d'intérêt (+1,0%), soutenue notamment par l'activité entreprises et professionnels, et d'autre part, par les commissions (+5,8%), notamment celles sur l'assurance non-vie et les moyens de paiement. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en légère hausse (+0,9%) et toujours maîtrisées, et elles intègrent les mesures d'accompagnement salariales (rémunération collective, PPV pour 15,5 millions d'euros) dans un contexte de hausse de l'inflation. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, qui s'établit à 60,8%, s'améliore cette année encore par rapport à celui de l'année 2021 (-1,3 point de pourcentage) et s'établit bien en-dessous de la cible du PMT. La contribution au FRU augmente de + 17,1 % sur l'année (+ 10 millions d'euros). Le résultat brut d'exploitation augmente donc de +6,6%. Le coût du risque, qui se normalise, augmente de +6,7% pour atteindre - 237 millions d'euros (dont -193 millions d'euros au titre du risque avéré, -65 millions d'euros au titre du provisionnement pour encours sain, et - 19 millions de risques autres). Le coût du risque sur encours s'élève à 15 points de base à fin 2022, contre 20 points de base pour la moyenne trimestrielle de 2019.

Au final, le métier contribue à hauteur de 14% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2022 et de 16% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2022, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 5 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 52,1 milliards d'euros. Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 17,4% pour 2022, contre 15,2% en 2021.

Résultats Banque de proximité à l'international

Sur le périmètre de la Banque de proximité à l'international, suite à l'acquisition de Credito Valtellinese par CA Italia, Creval est consolidé depuis le 30 avril 2021 ; le contrôle de Crédit du Maroc a été cédé au T4 2022, après passage en IFRS 5 au premier trimestre 2022 (cession de 63,7%, la participation résiduelle de 15% étant comptabilisée en IFRS5); enfin, Crédit Agricole Serbie a été cédé le 1^{er} avril 2022. Les résultats de ces deux dernières entités sont comptabilisés en 2022 en IFRS 5, impactant toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie, en vision trimestrielle et en vision cumulée.

Les revenus sous-jacents du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +8,7% à 896 millions d'euros au quatrième trimestre 2022. **Hors Crédit du Maroc, Crédit Agricole Serbie et Crédit Agricole Ukraine**, les revenus sous-jacents du pôle banque de proximité à l'international augmentent de +15,7% au quatrième trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021 grâce à l'effet de la hausse des taux sur la

marge nette d'intérêts. Les charges sous-jacentes hors FRU sont stables à -593 millions d'euros au quatrième trimestre 2022. **Hors Crédit du Maroc, Crédit Agricole Serbie et Crédit Agricole Ukraine**, les charges augmentent de +7,0%, notamment sous l'effet de l'inflation sur les rémunérations. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit à +303 millions d'euros soit une hausse de +31,4 %. **Hors Crédit Agricole Serbie, Crédit du Maroc et Crédit Agricole Ukraine**, le RBE sous-jacent est en hausse de +41,1%. Le coût du risque sous-jacent s'établit à -189 millions d'euros, en hausse de +44,0%, principalement sur la banque de proximité à l'international en Italie. En Ukraine (dont le Résultat brut d'exploitation est nul), le cout du risque du quatrième trimestre 2022 s'élève à -41 millions d'euros.

Au final, le résultat net part du Groupe publié du pôle Banque de proximité à l'international publié s'élève à 150 millions d'euros au quatrième trimestre 2022 contre -16 millions d'euros au quatrième trimestre 2021. Les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2022 s'élèvent à 132 millions en Résultat net (100 millions en Résultat net part du Groupe) et tiennent compte d'un impact favorable d'impôts *realinamento* de +146 millions d'euros en Banque de Proximité Italie partiellement compensé par une provision supplémentaire de -14 millions au titre de la cession du Crédit du Maroc. Le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'élève à 50 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en baisse de -20,2% par rapport au quatrième trimestre 2021. **Hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc et Crédit Agricole Ukraine**, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international est en hausse de 91,5% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Sur l'année 2022, les revenus sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'élèvent à 3 320 millions d'euros, en hausse de +6,5% par rapport à 2021. Pro-forma de Creval, consolidé depuis 30 avril 2021, hors Crédit du Maroc, passé en IFRS 5 au premier trimestre 2022, hors Crédit Agricole Serbie, cédée au 1^{er} avril 2022 et hors Crédit Agricole Ukraine, les revenus du pôle banque de proximité à l'international augmentent de +5,8% en 2022 par rapport à 2021, grâce à l'impact de la hausse des taux sur la marge nette d'intérêt notamment en Pologne et en Egypte. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU s'élèvent à -2 036 millions d'euros en 2022, en hausse de +3,0% par rapport à 2021. **Pro-forma de Creval, hors Crédit Agricole Serbie, hors Crédit du Maroc et hors Crédit Agricole Ukraine et hors FRU**, elles augmentent de +2,9% en 2022 par rapport à 2021. La contribution au FRU s'élève à -38 millions d'euros en 2022, en hausse de +15,7% en 2022 par rapport à 2021. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit à +1 246 millions d'euros soit une hausse de +12,6% en 2022 par rapport à 2021. Pro-forma de Creval, hors Crédit Agricole Serbie, hors Crédit du Maroc et hors Crédit Agricole Ukraine, le RBE sous-jacent est en hausse de +12,1%. Le coût du risque publié s'élève à -700 millions d'euros en 2022, en baisse de -10,2% par rapport à 2021 et tient compte d'une provision Ukraine de -195 millions d'euros classée en élément spécifique. Le cout du risque sous-jacent s'établit à -505 millions d'euros en 2022, en hausse de +15,9%. En synthèse en 2022, le montant total du provisionnement du cout du risque de l'Ukraine (pour rappel, le résultat brut d'exploitation de Crédit Agricole Ukraine est nul en 2022) s'élève à -323 millions d'euros dont -195 millions d'euros provisionnés au premier trimestre 2022 (classé en éléments spécifiques) et -128 millions d'euros de provisionnement complémentaire sur l'ensemble de l'année 2022 par Crédit Agricole Ukraine (provisionnement complémentaire sur le total des 842 millions d'euros d'encours de crédits en Ukraine).

Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'élève à 411 millions d'euros en 2022, en hausse de +15,0% par rapport à 2021. Pro-forma de Creval, hors Crédit Agricole Serbie, hors Crédit du Maroc et hors Crédit Agricole Ukraine, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international est en hausse de +41,8% en 2022 par rapport à 2021.

Résultats Italie

Au quatrième trimestre 2022, les revenus sous-jacent de CA Italia sont en hausse de (+14,5%) par rapport au quatrième trimestre 2021 et s'établissent à 684 millions d'euros. La hausse des taux bénéficie à la marge nette d'intérêt et les taux à la production augmentent de 30 points de base entre le quatrième trimestre et le troisième trimestre 2022. Les charges d'exploitation s'élèvent à 483 millions d'euros, en hausse de +7,1% par rapport au quatrième trimestre 2021, principalement du fait d'une hausse des dépenses informatiques (notamment liées au

plan de transformation informatique), ainsi que des derniers coûts d'intégration de Creval et la fusion Friuladria et malgré les synergies de coûts d'intégration Creval qui représentent environ 30 millions d'euros en 2022. L'efficacité opérationnelle de CA Italia permet de dégager un effet ciseaux positif de +7,5 points de pourcentage ce trimestre par rapport au quatrième trimestre 2021. Au final, le résultat brut d'exploitation augmente de +37,6% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Le coût du risque sous-jacent s'élève à -131 millions au quatrième trimestre 2022, dont -109 millions au titre du risque avéré, et -17 millions au titre du provisionnement pour encours sains. Il est en hausse de +11,2% par rapport au quatrième trimestre 2021. Le coût du risque sur encours⁶⁶ est à 51 points de base, le taux de créances douteuses au 31 décembre 2022 s'établit à 3,7% et le taux de couverture à 64,7%. Le résultat net part du groupe sous-jacent de CA Italia s'établit ainsi à 36 millions d'euros en hausse de +70,1% par rapport au quatrième trimestre 2021.

Sur l'année 2022, les revenus sous-jacent de Crédit Agricole Italia augmentent de +11,5% pour s'établir à 2 543 millions d'euros. Pro forma de l'acquisition de Creval, consolidé depuis le 30 avril 2021, les revenus sont en hausse de +2,8%, grâce à la hausse de la marge nette d'intérêts de +6,0% en 2022 vs 2021 dans un contexte de hausse de taux. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en hausse par rapport à 2021 (+10,0%) à -1 599 millions d'euros. Pro forma Creval, les charges hors FRU augmentent de 0,9%, et l'effet ciseaux est favorable, de +1,9 point de pourcentage.

Le coût du risque sous-jacent s'élève à -312 millions d'euros, en baisse de -10,1% (dont -25 millions d'euros de provisions sur encours sains et -270 millions de provision pour risques avérés). Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent de CA Italia s'établit ainsi à 334 millions d'euros, en hausse de +36,9% par rapport à l'année 2021 et de +30,1% pro forma Creval.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 10,8% en 2022, par rapport au 9,0% en 2021.

Résultats du Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat net part Groupe sous-jacent du **Groupe en Italie** reflète une excellente performance des différents métiers du Groupe et s'établit à 857 millions d'euros en 2022, soit une amélioration de +14,2% par rapport à 2021. Le résultat net part du Groupe sous-jacent en Italie représente ainsi 14% du résultats du résultat sous-jacent de Crédit Agricole S.A.⁶⁷, et le résultat de Crédit Agricole Italia représente 39% du résultat du Groupe en Italie.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Sur le périmètre de la Banque de proximité à l'international hors Italie, Crédit du Maroc est passé en IFRS 5 au premier trimestre 2022 et le contrôle a été cédé au quatrième trimestre 2022, et Crédit Agricole Serbie a été cédé au 1^{er} avril 2022. Les résultats de ces deux entités sont comptabilisés en 2022 en IFRS 5, impactant toutes les lignes de résultats de la Banque de proximité à l'international hors Italie, en vision trimestrielle et en vision cumulée.

Dans un contexte de poursuite du conflit en Ukraine, l'activité commerciale reste fortement pénalisée et le fonctionnement de Crédit Agricole Ukraine diminué. Le résultat est à zéro ce trimestre, les provisions étant renforcées à hauteur du résultat brut d'exploitation.

⁶⁶ Sur quatre trimestres glissants

⁶⁷ Hors AHM

Les données ci-après du **quatrième trimestre pour la banque de proximité hors Italie** sont donc présentées à **périmètre constant**⁶⁸, c'est-à-dire hors Crédit Agricole Serbie et Crédit du Maroc, et en excluant Crédit Agricole Ukraine. Ce périmètre correspond donc à la **vision cumulée de l'Egypte et de la Pologne**. Les revenus s'établissent à 161 millions d'euros au quatrième trimestre 2022 et augmentent de +21,7% par rapport au quatrième trimestre 2021 grâce à la progression de la marge nette d'intérêts. Les charges d'exploitation hors FRU augmentent de +8,0%, dans un contexte de forte inflation en Pologne et en Egypte. Le résultat brut d'exploitation hors FRU s'établit à 75 millions d'euros, en hausse de +42,7% par rapport au quatrième trimestre 2021. Le coût du risque s'établit à -17,4 millions d'euros, en baisse de -1,4% et tient compte d'un provisionnement des prêts CHF à hauteur de 48% en Pologne. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe est de 28,4 millions d'euros, en hausse de +76,7%.

Les données ci-après des **douze mois 2022 pour la banque de proximité hors Italie** sont présentées à **périmètre constant et en excluant l'Ukraine**⁶⁹. Ce périmètre correspond donc à la **vision cumulée de l'Egypte et de la Pologne**. Les revenus s'établissent à 593 millions d'euros et augmentent de +21,8% par rapport à 2021, dans un contexte de hausse de taux, portés par le développement de la marge d'intérêt en Pologne et de l'activité Entreprises en Egypte. La provision exceptionnelle de -21 millions d'euros au titre des moratoires en Pologne demeure inchangée au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre. Les charges d'exploitation augmentent de + 14,2%, en Pologne notamment, du fait d'investissements IT et pour accompagner le développement de l'activité. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 261 millions d'euros, soit une augmentation de +33,2%. Le coût du risque s'établit à -65 millions d'euros, en baisse de -10,7%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe est de 96 millions d'euros, en hausse de +77,9% par rapport à 2021.

La Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 7% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) sur l'année 2022 et de 14 % à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2022, le capital alloué au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 4,4 milliards d'euros et les emplois pondérés sont de 46,2 milliards d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI (hors CA Italia) s'établit à 12,6% en 2022, contre 14,4% pour 2021.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 21% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) en 2022 et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2022, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,3 milliards d'euros dont 5,0 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,4 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 98,3 milliards d'euros dont 52,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 46,2 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

⁶⁸ Sans **aucun retraitement de périmètre**, au **quatrième trimestre 2022 par rapport au quatrième trimestre 2021** : le produit net bancaire sous-jacent de la **Banque de Proximité hors Italie** atteint 212 millions d'euros, en baisse de -6,6% (idem en publié). Les charges en sous-jacent baissent de -23,1% (idem en publié). Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'élève à 103 millions d'euros, en hausse de +20,8% (idem en publié). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, s'établit à 51,5% (idem en publié), en baisse de 11 points de pourcentage. Le coût du risque est en hausse, passant de -14 millions d'euros à -59 millions d'euros principalement en raison du provisionnement sur l'Ukraine. Les impôts sous-jacent s'élèvent à -15 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en baisse de -30,9% par rapport au quatrième trimestre 2021. Les gains ou pertes sur activités arrêtées s'élèvent à -28 millions d'euros en publié et tiennent compte du Résultat Net du Crédit du Maroc (classé en IFRS5 depuis le premier trimestre 2022) ainsi que d'une provision de -14 millions d'euros au titre de Crédit Agricole du Maroc classée en élément spécifique. Les gains ou pertes sur activités arrêtées s'élèvent à -14 millions d'euros en sous-jacent au quatrième trimestre 2022. Au final, le résultat net part du Groupe atteint 13 millions d'euros en sous-jacent au quatrième trimestre 2022, en baisse de -67,0% par rapport au quatrième trimestre 2021 (résultat net part du Groupe de -1 million d'euro en publié au quatrième trimestre 2022).

⁶⁹ Sans **aucun retraitement de périmètre**, sur **l'année 2022, et par à 2021** : le produit net bancaire sous-jacent de la **Banque de Proximité hors Italie** atteint 777 millions d'euros en sous-jacent, en baisse de -7,1% (-9,3% en publié). Les charges sous-jacentes hors FRU baissent de -16,4% (idem en publié). Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en hausse de +8,5% (+2,7% en publié) et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU, s'établit à 56,2% (57,8% en publié), en baisse de 6,3 points de pourcentage (baisse 4,9 points de pourcentage en publié). Le coût du risque publié s'élève à -388 millions d'euros en 2022 et tient compte d'une provision Ukraine de -195 millions d'euros (passée au 1^{er} trimestre 2022). En sous-jacent, le coût du risque s'élève à -193 millions d'euros, principalement impacté par -128 millions d'euros de provisions complémentaires passées en Ukraine. Les impôts sous-jacent s'élèvent à -52 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en baisse de -29,1% (-34,6% en publié). Au final, le résultat net part du Groupe atteint 76 millions d'euros en sous-jacent en 2022, en baisse de -32,3% par rapport à 2021 (passe de 109 à -160 millions d'euros en publié entre 2021 et 2022).

Résultat Activités Hors métiers

Le résultat net part du groupe sous-jacent de AHM s'établit à -164 millions au quatrième trimestre 2022 en baisse de -138 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021. La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-153 millions d'euros) des autres éléments (-11 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -44 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -166 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, en hausse de +9 millions d'euros, intégrant une baisse des revenus liée principalement à l'effet de l'inflation sur l'ALM, compensée par des effets favorables sur l'impôt ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank intégré en mise en équivalence : leur contribution, à +12 millions d'euros au quatrième trimestre 2022, est en baisse de -52 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021, expliquée par un effet de base lié aux revenus de cessions et de revalorisations de fonds *Private Equity* intervenues au quatrième trimestre 2021 ;
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution s'élève à +1 millions d'euros ce trimestre (-1 million d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021).

La contribution des « autres éléments » est en baisse de -93 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2021, liée notamment à l'élimination des titres intragroupes souscrits par Predica et par Amundi.

Sur l'année 2022, le résultat net part du groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -708 millions d'euros, en baisse de -245 millions d'euros, par rapport à l'année 2021. Il est en ligne avec cible présentée dans le Plan à Moyen terme Ambitions 2025, d'un résultat net part du Groupe supérieur à -800 million d'euros. La composante structurelle contribue à hauteur de -931 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +223 millions d'euros sur l'année 2022.

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -240 millions d'euros comparé à 2021 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -1000 millions d'euros sur l'année 2022, en baisse de -171 millions d'euros par rapport à 2021 ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et BforBank : leur contribution, à +51 millions d'euros en 2022 est en baisse de -79 millions d'euros par rapport à 2021 ;
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +18 millions d'euros en 2022, en hausse de +9 millions d'euros par rapport à 2021.

La contribution des « autres éléments » est en baisse (-5 millions d'euros) comparé à 2021.

Au 31 décembre 2022, les emplois pondérés sont de 27,9 milliards d'euros.

* * *

*

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 31 décembre 2022, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,6%, en hausse de +0,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2022. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,7 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP⁷⁰ fixée à 8,9% et affiche l'écart au SREP le plus important parmi les GSIB européennes⁷¹. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,2%. Au cours du quatrième trimestre 2022 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +26 pb lié au **résultat conservé**.
- **La croissance organique des métiers et autres effets** impacte le ratio CET1 du Groupe positivement à hauteur de +20 points de base intégrant une baisse des emplois pondérés métiers hors effet change de -5,9 milliards d'euros (soit +18 points de base) principalement en lien avec l'évolution de la banque de marché⁷². Au titre de l'activité Assurance la VME hors réserves latentes augmente de +0,5 milliard d'euros via le résultat, générant une hausse des emplois pondérés de 2,0 milliards d'euros (soit -6 points de base en ratio CET1). Enfin, les autres effets impactent le ratio CET1 positivement à hauteur de +8 points de base.
- Des **opérations de fusions-acquisition** génèrent une hausse du CET1 de +12 points de base, avec notamment la cession de Crédit du Maroc.
- L'anticipation au quatrième trimestre 2022 de l'impact de **l'achat d'actions Crédit Agricole S.A. par SAS rue de La Boétie** prévu avant fin juin 2023 réduit le ratio CET1 de -17 points de base.
- Les **réserves latentes assurance** ont un effet quasi neutre ce trimestre⁷³ impactant le ratio CET1 de - 1 point de base.
- Enfin, les **compléments de distribution à l'actionnaire** (i.e. les 20 centimes distribués au titre du solde de tout compte du dividende 2019 non distribué en 2020, ainsi que l'opération de rachat d'actions compensant l'effet dilutif de l'augmentation de capital salariée de 2022) réduisent le ratio CET1 de - 7 points de base

Le stock global de réserves OCI atteint -19 points de base au 31 décembre 2022. Ainsi, retraité des effets du stock de réserves latentes, le ratio CET1 est en hausse sur l'année 2022 à 17,7% en décembre 2022, versus 17,4% à fin décembre 2021 net de + 16 points de base de plus-values latentes.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,6% et le ratio global phasé est à 21,6% à fin décembre 2022.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,3%, en hausse de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2022, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3%. A cette exigence minimale de 3% s'ajoute, à compter du 01/01/2023 et uniquement pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin G-SII de l'entité soit s'élevant à 0,5% pour le Groupe Crédit Agricole. Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD). Au 1^{er} janvier 2023, sur la base des données au 31/12/2022, le Groupe Crédit Agricole disposerait d'une marge de sécurité de 184 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 37 milliards d'euros de capital Tier 1.

⁷⁰ Coussin contracyclique de 5 pb au 31 décembre 2022, attendu à 42 pb au 31 décembre 2023 et de 74 points de base au 2 janvier 2024 pour le Groupe Crédit Agricole sur la base des informations connues à date, et en particulier la hausse du taux du coussin contracyclique français à 0,50% à compter d'avril 2023 puis 1% à compter de janvier 2024.

⁷¹ Sur la base des données publiques en date du 8/2/2023 des 13 G-SIB européennes, soit BPCE (données 30/09/2022), BNP Paribas (données 31/12/2022), Crédit Agricole Group (données 31/12/2022), Deutsche Bank (données 31/12/2022), ING (données 31/12/2022), Santander (données 31/12/2022), Société Générale (données 31/12/2022), Unicredit (données Pilier 3 30/09/2022), Crédit Suisse (données 30/09/2022), Barclays (données 30/09/2022), HSBC (données 30/09/2022), Standard Chartered (données 30/09/2022) et UBS (données 31/12/2022) ainsi que de Crédit Agricole S.A. au 31/12/2022. Ecart au SREP ou exigence en CET1 équivalente

⁷² Baisse du risque de contrepartie du trading book

⁷³ L'effet sur les réserves latentes OCI liées au métier Assurances est neutre ce trimestre étant donné le rebond des marchés actions et le resserrement des spreads de crédit venant compenser la hausse des taux longs ce trimestre.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élevaient à 575 milliards euros, en baisse de -14,0 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2022. **La croissance organique des métiers** contribue à cette évolution pour -10,8 milliards d'euros dont -4,9 milliards d'euros au titre de l'effet change et +2,17⁴ milliards d'euros d'emplois pondérés sur les Caisses régionales. Les opérations de **fusions-acquisition** libèrent -4,2 milliards d'euros d'emplois pondérés, **la VME y compris réserves latentes de l'assurance** augmente les emplois pondérés de +1,5 milliard d'euros, et enfin les effets réglementaires et méthodologie ont un effet moindre ce trimestre de -0,5 milliard d'euros.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2022, dispose d'une marge de sécurité de **796 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 46 milliards d'euros de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A., au 31 décembre 2022, dispose d'une marge de sécurité de **329 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 12 milliards d'euros de capital CET1**.

TLAC

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,05% pour le Groupe CA au 31/12/22). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,5% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 31 décembre 2022, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,2% des RWA et 7,8% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**⁷⁵, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de 70 pb sur le trimestre, en lien avec la baisse des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC progresse de 40 pb par rapport à septembre 2022, avec la baisse de l'exposition en Levier liée essentiellement aux remboursements TLTRO.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 560 points de base, soit 32 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,5% des RWA.

⁷⁴ Intégrant les filiales des Caisses régionales à l'international

⁷⁵ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2022.

Sur l'année 2022, 5,9 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2). Le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 27,6 milliards d'euros.

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1^{er} janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,05% pour le Groupe CA au 31/12/22). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 24,6% ;
- 6,02% de la LRE.

Au 31 décembre 2022, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL estimé à 31,6% des RWA et 9,1% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Depuis le 1^{er} janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M- MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2022, dispose ainsi d'une marge de sécurité de 560 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 31/12/2022, soit 32 milliards d'euros de capital CET1.

Crédit Agricole S.A.

A fin décembre 2022, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,2%** en vision phasé, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2022. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 3,3 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP⁷⁶ fixée à 7,9%, et ce coussin est en hausse par rapport aux 3,1 points de pourcentage à fin septembre 2022. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,0%. Au cours du quatrième trimestre 2022 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +19 points de base lié au **résultat conservé**. Cet impact correspond au résultat net part du groupe, net des coupons AT1 (impact de +41 points de base) et de la distribution de 50% du résultat (soit un effet de -22 points de base).
- L'évolution **des emplois pondérés liée à la croissance organique des métiers et autres effets** impacte le ratio CET1 de +19 points de base ce trimestre, incluant une baisse des emplois pondérés métiers de -7,9 milliards d'euros hors effet change (dont SFS +1,1 milliard d'euros, Grande Clientèle -9,9 milliards d'euros⁷⁷, Banque de Proximité +0,6 milliard d'euros) impactant le ratio CET1 à hauteur de +24 points de

⁷⁶ Coussin contracyclique de 6 pb au 31 décembre 2022, attendu à 37 pb au 31 décembre 2023 et 60 pb au 2 janvier 2024 pour Crédit Agricole S.A. sur la base des informations connues à date, et en particulier la hausse du taux du coussin contracyclique français à 0,50% à compter d'avril 2023 puis 1% à compter de janvier 2024.

⁷⁷ Notamment lié à la baisse du risque de contrepartie sur le trading book

base, la **VME Assurance** hors réserves latentes contribuant à une hausse des emplois pondérés à hauteur de +2,0 milliards (soit un impact CET 1 de -6 points de base) et d'autres effets impactant le ratio CET1 positivement à hauteur de +1 point de base ;

- Les **opérations de fusions-acquisition**, avec notamment la cession de Crédit du Maroc, ont un effet positif sur le ratio CET1 de +12 points de base
- Les **réserves latentes Assurances** ont un effet quasi neutre ce trimestre, le rebond des marchés actions et le resserrement des spreads de crédit venant compenser la hausse des taux longs ce trimestre.
- **Le complément de distribution aux actionnaires** correspond aux 20 centimes restant dus au titre du dividende 2019 non payé en 2020, ainsi que l'opération de rachat d'actions compensant l'effet dilutif de l'augmentation de capital salariée de 2022. L'impact total de cet effet est de - 21 points de base sur le ratio CET1.

Sur l'année 2022, le ratio CET1 a baissé de -70 points de base, dont -99 points de base expliqués par des effets conjoncturels, largement réversibles dans le temps avec : -88 points de base sur les réserves latentes assurance, liées notamment à l'impact de la hausse des taux, -12 points de base sur les emplois pondérés de crédit liés à la crise Russie / Ukraine⁷⁸. Hors ces effets conjoncturels, la génération de capital est positive, de +56 points de base sur l'année 2022, avec notamment un impact de +68 points de base du résultat conservé sur un an, supérieur à l'effet de l'évolution organique des métiers, des opérations M&A et du réglementaire (incluant notamment l'effet du versement exceptionnel d'un dividende de 2 milliards d'euros par Crédit Agricole Assurances au deuxième trimestre 2022).

Retraité des effets du stock de réserves latentes banque et assurance, le ratio CET1 est en hausse en 2022 passant de 11,6% à fin décembre 2021, net de +31 points de base de plus-values latentes, à 11,8%, net de -54 points de base de moins-values latentes à fin décembre 2022

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 3,6% à fin décembre 2022, en hausse de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2022, au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,0% et le ratio global phasé est à 17,5% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 361 milliards euros à fin décembre 2022, en baisse de -16 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2022. **La croissance organique des métiers** contribue à cette évolution avec -4,9 milliards d'euros d'effet change et -7,9 milliards pour la croissance des métiers hors effet change (cf plus haut). **Les opérations de fusions acquisition** libèrent -4,2 milliards d'euros d'emplois pondérés (cf. plus haut) et **l'assurance** génère +1,5 milliards d'euros de consommation d'emplois pondérés supplémentaire au titre de la VME y compris réserves latentes.

⁷⁸ Impact réduit en comparaison aux neuf premiers mois 2022 du fait de la réduction des expositions sur la Russie au quatrième trimestre 2022

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 38 milliards d'euros à fin décembre 2022. De même, 94 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 202 milliards d'euros à fin décembre 2022, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (CIB) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (81 milliards d'euros à fin décembre 2022) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operations*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 667 milliards d'euros au 31 décembre 2022, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 213 milliards d'euros**, en baisse de 53 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2022 et de 66 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2021. Cela provient notamment du remboursement d'une part significative de ressources T-LTRO 3 (71 milliards d'euros⁷⁹) toutefois compensé par une forte dynamique de la collecte. Le Groupe affiche un fort dynamisme de l'activité commerciale sur le trimestre, enregistrant une hausse de +12 milliards d'euros des crédits, compensée par une hausse de +27 milliards d'euros des ressources clientèle.

Par ailleurs, l'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 91 milliards d'euros⁷⁹ au 31 décembre 2022, en baisse de 71 milliards d'euros⁷⁹, remboursés sur le trimestre. *Il est précisé que la*

⁷⁹ Hors FCA Bank

bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages jusqu'au 23 novembre 2022, conformément à l'annonce de la BCE du 27 octobre 2022. La sur-bonification est étalée sur la durée de la période de sur-bonification considérée. Ainsi, la sur-bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations pour la deuxième période (juin 2021 à juin 2022) a été prise en compte au T2 2022 pour la totalité des tirages.

A noter, concernant la position en ressources stables, que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 31 décembre 2022 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 284 milliards d'euros au 31 décembre 2022, en baisse de -69 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2022 et de -60 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2021, sous l'effet du remboursement en décembre 2022 de 71 milliards d'euros⁸⁰ de ressources T- LTRO 3.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 154 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 77 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 32 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 467 milliards d'euros au 31 décembre 2022, en hausse de +5 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2022 et de +2 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2021. Elles couvrent plus de trois fois l'endettement court terme net (hors remplacements en Banques centrales).

Elles demeurent à un niveau élevé, l'impact du remboursement d'une part significative des ressources T-LTRO 3 étant globalement neutre mais entraînant toutefois un changement de structure des réserves de liquidité (baisse des dépôts en Banque Centrale compensée par la libération de créances éligibles auparavant mobilisées en collatéral des opérations T-LTRO 3).

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 142 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois au 31 décembre 2022 s'élèvent respectivement à 167,3% pour le Groupe Crédit Agricole et 147,9% pour Crédit Agricole S.A. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%), en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque Centrale pendant la crise COVID-19.

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

⁸⁰ Hors FCA Bank

En 2022, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 49,5 milliards d'euros^{81,82} de dette à moyen long terme, dont 43% émis par Crédit Agricole S.A. Les événements notables de l'année 2022 pour le Groupe sont les suivants :

- Crédit Agricole CIB a émis 17,5 milliards d'euros, notamment des placements privés structurés et très diversifiés ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a émis 7,6 milliards d'euros de refinancements MLT, dont 1,6 Md€ de titrisations ABS ;
- Crédit Agricole Italia a émis un Covered Bond pour 1,5 milliard d'euros en deux tranches à 10 et 20 ans
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a réalisé trois émissions Covered Bond cette année pour 300 millions de CHF dont une émission Green Covered Bond pour 100 millions de CHF ;

Par ailleurs, 10,1 milliards d'euros⁸¹ ont également été levés hors marché et se répartissent entre 7,8 milliards d'euros auprès des réseaux de banques (banque de proximité du groupe ou réseaux externes), 1,6 milliard d'euros auprès des organismes supranationaux et 0,7 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).

En 2022, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 21,1 milliards d'euros^{81,82} (pour un plan initial de 13 milliards d'euros).

La banque a levé l'équivalent de 21,1 milliards d'euros, dont 5,6 milliards d'euros en dette senior non préférées et 0,3 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 8,1 milliards d'euros de dette senior préférées et 7 milliards d'euros de dette senior collatéralisées. Le financement est diversifié en formats et en devises⁸³.

A noter que Crédit Agricole S.A. a émis le 5 janvier 2022 un AT1 Perpétuel NC7,7 ans pour 1,25 milliard de dollars américains au taux initial de 4,75%.

Le programme de refinancement 2023 s'élève à 19 milliards d'euros^{81,82}, dont 15 milliards d'euros de dette senior préférée ou senior collatéralisée et 4 milliards d'euros de dette éligible TLAC (dette senior non préférée ou Tier 2). A fin janvier 2023, 27% du programme de financement a été réalisé.

A noter que crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.

⁸¹ Montant brut avant rachats et amortissements

⁸² Hors émission AT1

⁸³ 83% en EUR, 4% en USD, 4% en GBP, 3% en JPY, 3% en CHF et 3% autres (NOK, HKD, SGD, AUD)

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

RETROSPECTIVE 2022

Le scénario élaboré fin 2021 supposait un assagissement de la demande post-pandémie et un desserrement des contraintes pesant sur l'offre. Il s'articulait autour d'une double normalisation avec, d'une part, une croissance restant soutenue après une période de vigueur inhabituelle, et, d'autre part, une modération de l'inflation. En février 2022, le choc dramatique lié à la guerre russo-ukrainienne est venu percuter ce scénario *via* trois canaux principaux : la confiance, en constituant une source d'inquiétudes, l'offre, en provoquant des pénuries avérées ou anticipées, la demande, en stimulant l'inflation. Comme lors de la crise Covid, une hiérarchie des vulnérabilités nationales s'est établie selon de multiples critères : degré d'éloignement de la zone de guerre, importance des échanges commerciaux avec les belligérants (dont la dépendance à l'égard des importations de céréales, de gaz et de pétrole et le « mix » énergétique), choc sur les termes de l'échange et capacité à atténuer la hausse des prix (notamment à l'aide de subventions publiques). Si les pays ont été diversement affectés par ce nouveau choc, aucun n'a échappé à l'accélération et à la diffusion de l'inflation, suscitant des resserrements monétaires plus massifs et plus précoces et conduisant à revoir à la baisse la croissance. Seule la Chine a fait figure d'exception notable en échappant à l'inflation.

Après une croissance forte (8,1%) en 2021 soutenue par les exportations dopées par les plans de relance occidentaux et une politique monétaire très accommodante, la **Chine** a en effet pâti d'un ralentissement affectant tous les pans de son économie : secteur immobilier, consommation privée, commerce extérieur. Les restrictions anti-Covid ont perturbé la production industrielle et la consommation mais l'atonie de la demande interne a permis de contenir l'inflation ; le ralentissement mondial et la hausse des prix des matières premières ont commencé à peser sur la croissance et la balance commerciale, ; les déséquilibres structurels (immobilier, endettement, démographie) ont accentué l'impact défavorable de la conjoncture sur l'activité. La croissance s'est ainsi établie à 3%, loin de la cible « autour de 5,5% » prévue en mars.

Bien qu'éloignés de l'épicentre du conflit et encore portés par l'élan d'une reprise post-Covid (croissance de 5,9% en 2021) largement due à une consommation « sur-stimulée », les **États-Unis** ont affiché une croissance en repli sensible (2,1% en 2022). Après avoir commencé l'année 2022 par deux trimestres consécutifs de contraction du PIB⁸⁴, la croissance s'est reprise grâce aux amortisseurs hérités de la pandémie : accumulation d'une épargne abondante (concentrée sur les hauts revenus) et marché du travail très tendu. Des créations d'emplois robustes, couplées à un taux de participation (62,3% en décembre) encore inférieur d'un point de pourcentage, à son niveau pré-crise, se sont traduites par une baisse du taux de chômage (3,5%) et des hausses de salaires vigoureuses (6,2% sur un an en novembre), compensant partiellement une inflation forte. Stimulée par l'offre puis rapidement par la demande, l'inflation sur 12 mois est passée de 7,5% en janvier 2022 à 6,5% en décembre après avoir atteint un pic en juin à 9,1%. Quant à l'inflation sous-jacente, elle n'a que faiblement diminué (5,7% en décembre contre 6% en janvier et un pic à 6,6% en septembre).

A l'issue d'une croissance très soutenue 2021 (5,3%) et après avoir été portée au premier semestre 2022 par le rebond post-Omicron, la **zone euro** a subi à partir de l'été la matérialisation brutale d'une offre bien plus limitée de gaz russe, du choc sur les termes de l'échange⁸⁵, de l'accélération de l'inflation et du resserrement des conditions financières. Le ralentissement a été violent : de 5,5% au premier trimestre 2022, le rythme annuel de croissance du PIB s'est replié à 2,3% au troisième trimestre. En dépit d'une contribution externe légèrement négative (-0,3 point de pourcentage), la croissance est néanmoins restée élevée sur l'ensemble de l'année (3,5%) grâce au dynamisme de la demande interne : la consommation des ménages et l'investissement ont,

⁸⁴ En variation trimestrielle annualisée, le PIB s'est contracté de 1,6% puis de 0,6%. Le recul du premier trimestre est imputable à une contribution fortement négative des exportations nettes ; celui du deuxième trimestre est essentiellement expliqué par le déstockage. D'autres variables nécessaires au diagnostic (dont revenu réel des ménages hors transferts et emploi salarié non agricole, etc.) ayant bien résisté, cette période n'a pas été officiellement qualifiée de récession par le NBER.

⁸⁵ Le renchérissement des importations d'énergie sur les neuf premiers mois de 2022 par rapport à la même période de 2021 équivalait à 4,3 points de PIB. Avant la redistribution de la charge entre acteurs (essentiellement *via* le soutien de l'État aux ménages et aux entreprises et le transfert de la hausse des coûts des producteurs aux consommateurs), ce surcoût affecte les agents selon leur consommation relative d'énergie : 29% aux ménages, 68% aux entreprises et 3% aux administrations.

respectivement, progressé de 4% et 4,3%⁸⁶. La robustesse de la consommation est largement expliquée par les « séquelles » de la crise du Covid : résistance du marché du travail et épargne abondante.

En effet, en dépit d'un ralentissement des créations d'emplois et d'une hausse du taux de participation (à 74,9% au troisième trimestre), la « rétention d'emplois », élément essentiel de la stratégie déployée lors du Covid, a permis la poursuite de la baisse du taux de chômage (à 6,5% en novembre 2022 contre 7,1% un an auparavant). Si le soutien public (1,3% de PIB en 2022 dont plus de la moitié en faveur des ménages) et la progression des salaires nominaux n'ont pas permis de préserver le revenu disponible réel (en recul de 0,4% sur les trois premiers trimestres de l'année), la perte de pouvoir d'achat ne s'est pas traduite par une baisse de la consommation : l'excès d'épargne accumulé avec la crise (d'environ 1000 milliards d'euros mi-2022) a contribué à la résistance de la demande intérieure, qu'aurait dû handicaper une inflation très vive. Le taux d'inflation a plus que doublé entre janvier 2022 (5,1% en glissement annuel) et son pic (10,6% en octobre) avant de se replier (9,2% en décembre) : la décélération de l'inflation dans le secteur de l'énergie (25,5% contre 34,9% en novembre) a amorti l'accélération des prix des autres composantes (services, biens industriels non énergétiques, produits alimentaires). Si le redressement de l'inflation sous-jacente a d'abord été causé par les contraintes d'offre (goulets d'étranglement et pénuries d'intrants), l'importance des facteurs de demande s'est progressivement accrue à la faveur de la levée des restrictions liées à la pandémie, notamment dans les services. Les sources d'inflation en amont se sont en outre lentement diffusées. L'inflation sous-jacente est ainsi passée de 2,3% en janvier à 5,2% en décembre.

Au fur et à mesure de l'accélération et de la diffusion de l'inflation, comportant le risque de la voir s'installer durablement, le discours puis les actions des banques centrales se sont durcis. La priorité accordée à la lutte contre l'inflation s'est traduite par des resserrements monétaires agressifs.

Aux **États-Unis**, le brusque revirement « *hawkish* » du FOMC fin 2021 s'est singulièrement renforcé au cours du premier trimestre de 2022. Des hausses du taux des *Fed Funds* ont été entreprises à partir de mars. Totalisant 425 points de base sur l'année, elles ont porté la fourchette cible à 4,25%-4,50% en fin d'année. Le resserrement quantitatif (*Quantitative Tightening* ou QT) a commencé en juin (plafonds de remboursement mensuels de 30 milliards de dollars en *Treasuries* et de 17,5 milliards de dollars en *Mortgage-Backed Securities*, soit un total de 47,5 milliards de dollars, niveau qui a ensuite été doublé pour atteindre un plafond mensuel de 95 milliards de dollars).

Enfin, en décembre, le procès-verbal du FOMC est venu éclairer les intentions des responsables de la *Fed* : ambition réaffirmée de faire baisser l'inflation vers la cible de 2%, ralentissement du rythme des hausses de taux ne signalant ni une moindre détermination à atteindre l'objectif de stabilité des prix ni un jugement selon lequel l'inflation serait déjà sur une trajectoire descendante persistante, maintien d'une politique restrictive « pendant une période prolongée » (jusqu'à ce que, précisément, l'inflation se rapproche de la cible), précisant qu'il serait inapproprié de commencer à baisser le taux des *Fed Funds* en 2023.

En **zone euro**, après dix années d'accommodation monétaire ininterrompue, la BCE a débuté un cycle de remontée de ses taux directeurs en juillet. Sur l'ensemble de l'année, les hausses ont atteint 250 points de base, portant les taux de dépôt et de refinancement à, respectivement, 2% et 2,50%. Le volet « non conventionnel » a également été durci : fin des achats nets en mars au titre du PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*) et en juillet au titre de l'APP (*Asset Purchase Programme*), durcissement des conditions de liquidité avec la fin des opérations TLTRO-3 en juin.

Sur les **marchés financiers**, l'année 2022 a été difficile puisque marquée par des hausses violentes des taux d'intérêt, et des marchés actions en repli.

Les taux américains à deux ans ont progressé de 380 points de base (pb) à 4,50% alors que les taux à dix ans ont augmenté de 240 pb (3,90%). Les taux souverains allemands à deux ans (2,70% fin décembre) et dix ans

⁸⁶ Les performances nationales se sont révélées très hétérogènes puisque la croissance allemande a atteint 1,8% (2,6% en 2021), que la France et l'Italie ont crû aux rythmes de, respectivement, 2,6% (6,8% en 2021) et 3,9% (6,7% en 2021) alors que l'Espagne progressait encore de 5,5% (5,5% en 2021).

(2,55%) se sont, respectivement, redressés de 330 et 275 pb. Les taux souverains (qu'il s'agisse des taux à deux ou dix ans) sont donc revenus à des niveaux inconnus depuis le sommet atteint en 2007, à l'aube de la crise financière de 2008 qui allait les faire s'engager sur la voie du grand repli, repli assorti d'une tendance à l'aplatissement de la courbe se terminant par une inversion légère en Allemagne, franche aux États-Unis. En effet, fin 2021, les courbes de taux d'intérêt (écart entre les taux souverains à 2 et 10 ans) étaient encore ascendantes et offraient une pente de, respectivement, environ 80 et 50 pb aux États-Unis et en Allemagne. Selon la vigueur et la maturité des resserrements monétaires, les courbes se sont progressivement aplaties pour s'inverser aux États-Unis (juillet) puis en Allemagne (novembre). Les écarts de rémunérations entre les échéances longue et courte étaient négatifs fin décembre 2022 (d'environ 60 pb aux États-Unis et 15 pb en Allemagne). Par ailleurs, les primes de risque ont progressé d'environ 20 pb en France et en Espagne pour s'établir, respectivement à 55 et 97 pb au-dessus du Bund, tandis que le spread italien a augmenté de près de 80 pb à 213 pb.

Alors que le marché actions américain (S&P500) a perdu 20% au cours de l'année, l'Eurostoxx 50 et le CAC40 ont respectivement reculé de 12% et 10%. Enfin, l'aversion au risque et un resserrement monétaire américain puissant et précoce ont profité au dollar. L'euro a ainsi continuellement baissé contre dollar jusqu'en septembre, enregistrant une dépréciation sur 9 mois de 14%. A la faveur d'une croissance économique plus résistante qu'anticipé et de resserrement de la BCE, l'euro s'est ensuite repris limitant sa dépréciation contre dollar à -6% sur 2022.

PERSPECTIVES 2023

Le scénario continue de s'écrire à l'ombre de la guerre russo-ukrainienne : une guerre qui affecte les pays proches de l'épicentre du conflit mais aussi ceux qui en sont éloignés, au travers du renchérissement des prix voire du risque de pénurie de matières premières énergétiques ou alimentaires. Les ressorts puissants de la reprise post-Covid se détendent et les économies s'apprêtent à « flirter » avec la récession selon des degrés variés. Si des récessions violentes semblent pouvoir être évitées, cela tient, paradoxalement, aux amortisseurs hérités de la pandémie sous la forme, essentiellement, d'une épargne privée encore abondante et de marchés du travail assez résistants.

Aux **Etats-Unis**, les piliers qui ont permis à une croissance soutenue (surtout de la consommation) de se maintenir au-delà des attentes s'affaiblissent progressivement : marché du travail tendu mais ralentissement des créations nettes d'emplois, croissance élevée des salaires nominaux mais perte de pouvoir d'achat impliquant des ponctions sur l'épargne accumulée durant la pandémie et des emprunts via les cartes de crédit, enquêtes auprès des entreprises orientées à la baisse, ralentissement de l'investissement non résidentiel et résidentiel. Il est vain de compter sur une action contra-cyclique des politiques budgétaire et/ou monétaire : les élections de mi-mandat de 2022 ont produit un pouvoir divisé, peu propice à une quelconque relance budgétaire et la Fed a clairement indiqué qu'elle se concentrait sur l'inflation, au prix d'endurer une récession à court terme.

Or, bien que son pic ait été franchi, l'inflation totale est élevée ; l'inflation sous-jacente semble résister et ne devrait décélérer que lentement. Le ralentissement de la croissance et un meilleur fonctionnement des chaînes d'approvisionnement devraient permettre un repli plus net de la hausse des prix fin 2023 : l'inflation totale se rapprocherait alors de 3% et l'inflation sous-jacente passerait sous 3%. Si l'inflation devait refluer plus rapidement que prévu, un atterrissage en douceur ne pourrait être exclu. Mais notre scénario central penche en faveur d'une légère récession en milieu d'année conduisant à un ralentissement marqué de la croissance en 2023 (à 0,6%).

En **Chine**, l'inflexion concernant la politique zéro-Covid a rapidement réjoui les observateurs. La nécessité de « vivre avec le virus » devrait néanmoins continuer de peser sur la croissance dont le rebond prévu dépendra essentiellement de la demande interne. Cette dernière sera elle-même conditionnée par trois facteurs : l'ampleur du soutien accordé par les autorités au secteur immobilier (un soutien contraint car l'État chinois ne veut pas se positionner comme prêteur en dernier ressort d'un secteur qu'il considère comme responsable de son surendettement), la capacité de l'État à créer un choc de confiance suffisant pour libérer une partie de l'épargne de précaution et stimuler la consommation, l'attitude du pouvoir à l'égard du secteur privé, pénalisé ces deux

dernières années par la stratégie zéro-Covid et le resserrement réglementaire. Compte tenu d'une contribution du commerce extérieur légèrement négative, au mieux nulle, et d'un investissement encore freiné par la restructuration du secteur de l'immobilier, la croissance devrait accélérer autour de 5%, en raison notamment d'effets de base favorables dans les secteurs des services.

En **zone euro**, à l'essoufflement naturel de la croissance post-pandémique s'ajoute le choc plus durable qu'est la guerre en Ukraine. La lisibilité de la situation conjoncturelle est complexifiée par la succession de chocs, à savoir la crise COVID et la guerre en Ukraine. Qu'hérite-t-on de la pandémie ? Un marché du travail encore solide, un excès d'épargne substantiel mais largement entamé pour les ménages les plus modestes, une inflation que l'on espérait temporaire. Alors que le débat sur la nature précise de l'inflation et les responsabilités respectives de l'offre et de la demande n'est pas tranché, force est de constater que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement diminuent, que la modération de l'inflation mondiale se diffuse mais que les effets de second tour sont visibles : la contagion de la hausse des prix de l'énergie, aux prix à la consommation, via les coûts de production est patente avant même que ne soit incriminée une quelconque boucle prix-salaires. Qu'implique la guerre en Ukraine ? Un renchérissement durable du prix des importations d'énergie. Les effets de la dégradation des termes de l'échange, de l'inflation et de la perte de compétitivité sur les volumes d'exportation et les parts de marché vont se déployer progressivement.

Notre scénario pour la zone euro table certes sur un repli de l'inflation (définition *HICP*) moyenne (prévue à 7,5%) mais elle resterait élevée (4,5% fin 2023) et pèserait sur la demande interne. Alors que les exportations nettes soustrairaient de la croissance (contribution négative de 0,7 point de pourcentage), la demande intérieure et les stocks apporteraient encore des contributions légèrement positives (de respectivement 0,6 et 0,2 point de pourcentage). Notre scénario retient ainsi, globalement, une décélération marquée de la croissance en 2023 (à 0,1% après 3,4% en 2022) mais aussi, au-delà, un rythme d'expansion durablement plus faible. Ce scénario repose toujours sur des hypothèses fortes concernant l'approvisionnement en gaz, ainsi que son prix. Si la perspective de coupures de courant pendant l'hiver semble s'éloigner avec un climat favorable et le redémarrage des centrales nucléaires, les difficultés d'approvisionnement en gaz naturel à un coût « non punitif » ont vocation à durer tant que dure la guerre en Ukraine voire au-delà.

En **France**, même partiellement amortis par le bouclier tarifaire, les effets de l'inflation sur le revenu des agents devraient se traduire par un freinage de la demande en première moitié de l'année 2023 ; une brève contraction du PIB n'est pas exclue. Couplée à un resserrement monétaire agressif qui finira par contraindre l'investissement alors que la plupart des entreprises subissent déjà des pressions sur leurs marges, l'activité économique ne repartirait que de manière assez lente au second semestre, certains secteurs industriels restant plus durablement pénalisés par les prix élevés de l'énergie. Sur l'année 2023, avec une consommation des ménages progressant de 0,2%, un investissement total stable et une contribution extérieure nette négative, la croissance moyenne atteindrait 0,3%. Ce scénario suppose un marché du travail légèrement moins dynamique : les créations d'emplois devraient ralentir et les défaillances retrouveraient leurs niveaux d'avant-crise. Une remontée modérée du taux de chômage (à 7,5%) et une progression des salaires de nouveau inférieure à l'évolution des prix pèseraient donc sur la consommation. L'inflation atteindrait en effet son pic en début d'année 2023 mais ne refluerait que lentement tout au long de l'année (prix à la consommation, définition INSEE : 5,2% en moyenne, 3,7% en fin d'année). Avec une inflation toujours élevée, les ménages devraient alors piocher dans leur épargne pour maintenir leurs dépenses essentielles : le taux d'épargne diminuerait avant de progressivement revenir vers 15%, proche de sa moyenne d'avant pandémie.

En termes de politique monétaire, la priorité reste accordée à la lutte contre l'inflation. Les banques centrales ne prendront pas le risque de baisser la garde trop vite et le pivot espéré par les marchés sera moins le prélude à une baisse rapide qu'à une pause.

Aux **Etats-Unis**, après des hausses de taux agressives en 2022 totalisant 425 points de base portant la fourchette cible à 4,25%-4,50%, la *Fed* a signalé son intention de ralentir le rythme des hausses tout en précisant que le resserrement n'était pas parvenu à son terme. Notre scénario monétaire table sur un ralentissement du rythme des hausses de taux (25 points de base lors de chacune des réunions du FOMC de février, mars et mai) portant la fourchette cible du taux des *Fed funds* à un pic de 5%-5,25%, en ligne avec le *Dot Plot* de décembre.

Forte de son expérience, la Fed devrait rester prudente et ne pas s'engager dans un assouplissement trop précoce : ses taux resteraient sur ce plateau durant le reste de l'année 2023. Le retour durable de l'inflation vers l'objectif de 2% étant un préalable à l'assouplissement, ce dernier n'interviendrait pas avant 2024. Par ailleurs, après avoir atteint son rythme maximum en septembre, le dégonflement du bilan de la Fed va se poursuivre comme annoncé en mai. Le resserrement quantitatif (*Quantitative Tightening* ou QT) devrait prendre fin lorsque sera entrepris l'assouplissement par des baisses de taux directeurs, afin que les deux outils monétaires ne fonctionnent pas à l'encontre l'un de l'autre. La fin du QT n'interviendrait donc pas en 2023.

En zone euro, lors de sa réunion de fin décembre, la BCE a revu ses prévisions d'inflation à la hausse (6,3% en 2023, 3,4% en 2024, 2,3% en 2025) et de croissance à la baisse (0,5% en 2023, 1,9 % en 2024 et 2025). En ligne avec une inflation plus soutenue, la BCE a relevé ses taux de 50 points de base pour porter le taux de dépôt à 2%, et a accompagné ce mouvement d'un discours très volontariste : les taux d'intérêt devront encore augmenter significativement à un rythme régulier pour atteindre des niveaux suffisamment restrictifs et garantir un retour rapide de l'inflation vers l'objectif de 2% à moyen terme. Dans notre scénario, la BCE continuerait de relever ses taux directeurs jusqu'à porter, en juin 2023, les taux de refinancement et de dépôt à, respectivement, 4,25% et 3,75%, niveaux sur lesquels ils resteraient assez durablement puisqu'un assouplissement monétaire n'interviendrait pas avant mi-2024. Ce scénario est agressif mais un changement de cap par rapport aux annonces de la BCE nécessiterait une amélioration significative des perspectives d'inflation, une détérioration radicale de la croissance ou des tensions extrêmes sur les marchés financiers : aucun de ces facteurs ne semble se profiler.

En décembre, la BCE a également dévoilé quelques éléments de son QT, annonçant une stratégie prudente et progressive de réduction de son bilan de 15 milliards d'euros entre mars et juin via le dégonflement des titres détenus dans le cadre du PSPP (*Public Sector Purchase Programme*). Les détails sur les développements ultérieurs du QT seront fournis en février. Notre scénario retient une diminution de 20 milliards d'euros par mois à partir du troisième trimestre, concentrée sur les titres publics (PSPP). Enfin, le resserrement par les taux et les quantités s'accompagne d'un changement des modalités des TLTROs (*Targeted longer-term refinancing operations*) incitant les banques à rembourser ces crédits par anticipation : compte tenu de l'importance du crédit bancaire en zone euro, ce canal pourrait se révéler le plus puissant en matière de durcissement monétaire.

Sous l'influence du resserrement monétaire et d'une inflation encore élevée, les taux d'intérêt à long terme devraient continuer de légèrement se tendre avant de se replier vers la mi-2023, lestés par le ralentissement voire une probable récession. Ce scénario maintient l'inversion des courbes de taux d'intérêt (2 ans-10ans) : franche aux États-Unis, modérée en Allemagne.

Le taux souverain américain (*US Treasuries*) à dix ans culminerait autour de 4,15% au cours du premier semestre 2023 et la pente deux ans-dix ans atteindrait son inversion maximale (105 points de base) au premier trimestre 2023. Notre scénario retient un taux américain à 10 ans excédant très légèrement 4% fin 2023. En zone euro, les anticipations de politique restrictive de la BCE devraient peser sur les perspectives de croissance et soutenir la demande pour les titres longs sans risque : les emprunts d'État, peu prisés par les investisseurs individuels et le secteur privé au cours de la dernière décennie en raison de rendements faibles, retrouveraient les faveurs de ces investisseurs. La politique de la BCE n'entraînerait donc qu'une hausse limitée des taux d'intérêt à long terme. Par ailleurs, le remboursement des TLTROs pourrait à court terme atténuer la pénurie de titres et susciter des pressions modestes à l'élargissement des spreads périphériques. Notre scénario retient un taux du Bund (taux allemand 10 ans) à 2,60% fin 2023 et des primes de risque française et italienne proches de, respectivement, 60 et 220 points de base par rapport au Bund.

Après avoir été soutenu par l'aversion au risque, une croissance sur-stimulée et un resserrement monétaire précoce et puissant aux États-Unis, le dollar voit les facteurs propices à son appréciation soutenue se dissiper progressivement. La devise américaine devrait céder un peu de terrain en 2023. Notre scénario table sur un cours EUR/USD à 1,10 fin 2023.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A

Groupe Crédit Agricole– Eléments spécifiques, T4-2022 et 12M-2022

En m€	T4-22		T4-21		2022		2021	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
DVA (GC)	(24)	(18)	1	1	(19)	(14)	6	4
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(38)	(28)	4	3	21	16	(17)	(13)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	9	7	34	26	(1)	(1)
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	22	16	53	39	22	16
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	85	60	412	306	85	61
Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI)	-	-	-	-	0	0	(2)	(2)
Provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne (BPI)	-	-	-	-	(21)	(17)	-	-
Projet de cession en cours PNB (WM)	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Total impact en PNB	(63)	(46)	120	86	480	355	92	65
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	(30)	(18)	-	-
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	-	-	(59)	(31)	-	-
Coûts de transformation CAGIP (AHM)	(20)	(15)	-	-	(20)	(15)	-	-
Coûts de transformation CAGIP (CR)	(30)	(22)	-	-	(29,5)	(21,9)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	-	-	-	-	(4)	(2)
Coûts de transformation (GC)	-	-	(24)	(12)	-	-	(45)	(23)
Coûts de transformation (LCL)	-	-	-	-	-	-	(13)	(9)
Coûts d'acquisition Lyxor (GEA)	-	-	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)
PSE CA Italia	-	-	(190)	(109)	-	-	(190)	(109)
Projet de cession en cours Charges (WM)	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Frais d'intégration Creval (BPI)	-	-	(23)	(13)	-	-	(32)	(17)
Don pour l'illettrisme (CR)	(35)	(26)	-	-	(35)	(26)	-	-
Contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques italiennes (BPI)	-	-	(25)	(14)	-	-	(25)	(14)
Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI)	-	-	-	-	(0)	(0)	(1)	(1)
Total impact en Charges	(84)	(63)	(297)	(168)	(174)	(111)	(347)	(197)
Corrections sur FRU 2016-2020 (CR)	-	-	-	-	-	-	55	55
Corrections sur FRU 2016-2020 (AHM)	-	-	-	-	-	-	130	130
Total impact en FRU	-	-	-	-	-	-	185	185
Cession de créances et provisionnement complémentaire du portefeuille CA Italia	-	-	(319)	(180)	-	-	(319)	(180)
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	-	-	-	-	-	-	(25)	(21)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(195)	(195)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(319)	(180)	(195)	(195)	(344)	(202)
Coûts de transformation CACF/Stellantis (SFS)	(8)	(16)	-	-	(8)	(16)	-	-
Gain "affranchimento" (SFS)	-	-	-	-	-	-	5	5
Total impact mise en équivalence	(8)	(16)	-	-	(8)	(16)	5	5
Frais d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	1	-
Frais d'acquisition Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	(16)	(9)
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	(15)	(9)
Badwill Creval (BPI)	-	-	119	101	-	-	497	422
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	119	101	-	-	497	422
Gain "affranchimento" (BPI)	-	-	59	50	-	-	97	82
Gain "affranchimento / realineamento" (BPI)	146	126	-	-	146	126	-	-
Gain "affranchimento" (GEA)	-	-	-	-	-	-	114	80
Total impact en Impôts	146	126	272	205	146	126	424	317
Plus-value Cession La Médicale (GEA)	-	-	-	-	101	101	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Crédit du Maroc (BPI)	(14)	(14)	-	-	14	(14)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	-	-	7	(10)	(1)	(1)
Projet de cession en cours (WM)	-	-	-	-	-	-	5	5
Total impact en Activités en cours de cession	(14)	(14)	-	-	80	77	3	3
Impact total des retraitements	(23)	(13)	(104)	44	330	236	500	589
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	(16)	(8)	42	70	100	74
Banque de proximité-France	(64)	(48)	94	67	382	283	126	106
Banque de proximité-International	132	112	(292)	(88)	(121)	(128)	71	226
Services financiers spécialisés	(8)	(16)	108	66	(8)	(16)	113	71
Grandes Clientèles	(63)	(46)	(19)	(8)	2	1	(61)	(33)
Activités hors métiers	(20)	(15)	22	16	32	24	152	146

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques T4-2022 et 12-M 2022

En m€	T4-22		T4-21		2022		2021	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
DVA (GC)	(24)	(18)	1	1	(19)	(14)	6	4
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(38)	(28)	4	3	21	15	(17)	(12)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	9	6	34	24	(1)	(1)
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	22	16	53	39	22	16
Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI)	-	-	-	-	0	0	(2)	(2)
Provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne (BPI)	-	-	-	-	(21)	(17)	-	-
Projet de cession en cours PNB (WM)	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Total impact en PNB	(63)	(45)	36	25	68	48	7	4
Coûts de transformation CAGIP (AHM)	(20)	(13)	-	-	(20)	(13)	-	-
Projet de cession en cours Charges (WM)	-	-	-	-	-	-	(2)	(2)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	-	-	-	-	-	-	(4)	(2)
Coûts de transformation (GC)	-	-	(24)	(12)	-	-	(45)	(23)
Coûts de transformation (LCL)	-	-	-	-	-	-	(13)	(9)
Frais d'intégration Creval (BPI)	-	-	(23)	(12)	-	-	(32)	(15)
PSE CA Italia	-	-	(190)	(97)	-	-	(190)	(97)
Autres ajustements Creval	-	-	(19)	(11)	-	-	(19)	(11)
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	(30)	(16)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession - Charges (BPI)	-	-	-	-	(0)	(0)	(0)	(0)
Coûts d'acquisition Lyxor (GEA)	-	-	(16)	(8)	-	-	(16)	(8)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	-	-	(59)	(30)	-	-
Contribution exceptionnelle au plan de sauvegarde des banques italiennes (BPI)	-	-	(25)	(13)	-	-	(25)	(13)
Total impact en Charges	(20)	(13)	(297)	(152)	(110)	(60)	(347)	(180)
Corrections sur 2016-2020 FRU	-	-	-	-	-	-	130	130
Total impact en FRU	-	-	-	-	-	-	130	130
Creval - Coût du risque stage 1 (BPI)	-	-	-	-	-	-	(25)	(19)
Cession de créances et provisionnement complémentaire du portefeuille CA Italia	-	-	(319)	(161)	-	-	(319)	(161)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(195)	(195)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	(319)	(161)	(195)	(195)	(344)	(180)
Coûts de transformation CACF/Stellantis (SFS)	(8)	(16)	-	-	(8)	(16)	-	-
Gain "affranchimento" (SFS)	-	-	-	-	-	-	5	5
Total impact Mise en équivalence	(8)	(16)	-	-	(8)	(16)	5	5
Frais d'acquisition Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	(16)	(8)
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	(15)	(8)
Badwill Creval (BPI)	-	-	119	90	-	-	497	376
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	119	90	-	-	497	376
Gain "affranchimento" IS (SFS)	-	-	108	66	-	-	108	66
Gain "affranchimento" (BPI)	-	-	59	45	-	-	97	73
Gain "affranchimento / realineamento" (BPI)	146	114	-	-	146	114	-	-
Gain "affranchimento" (GEA)	-	-	-	-	-	-	114	78
DTA hors-bilan CREVAL	-	-	105	80	-	-	105	80
Total impact en Impôts	146	114	272	190	146	114	424	296
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	-	-	(7)	(10)	(1)	(1)
Plus-value Cession La Médicale (GEA)	-	-	-	-	101	101	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession Crédit du Maroc (BPI)	(14)	(14)	-	-	(14)	(14)	-	-
Projet de cession en cours (WM)	-	-	-	-	-	-	5	5
Total impact en Activités en cours de cession	(14)	(14)	-	-	80	77	3	3
Impact total des retraitements	41	25	(189)	(7)	(18)	(32)	361	447
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	-	-	(16)	(8)	42	71	100	72
<i>Banque de proximité-France</i>	-	-	9	6	34	24	(14)	(10)
<i>Banque de proximité-International</i>	132	100	(292)	(78)	(121)	(138)	71	200
<i>Services financiers spécialisés</i>	(8,13)	(16)	108	66	(8)	(16)	113	71
<i>Grandes Clientèles</i>	(63)	(45)	(19)	(8)	2	1	(61)	(33)
<i>Activités hors métiers</i>	(20)	(13)	22	16	32	26	152	146

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T4-22 et T4-21								
En m€	T4-22 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 428	915	916	1 940	710	1 712	(187)	9 434
Charges d'exploitation hors FRU	(2 530)	(581)	(610)	(796)	(359)	(1 000)	(288)	(6 164)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	898	334	306	1 144	351	712	(475)	3 270
Coût du risque	(307)	(78)	(190)	(11)	(145)	(15)	(7)	(753)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	1	24	68	4	(0)	97
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	3	1	(4)	(2)	(9)	(1)	(13)
Résultat avant impôt	590	259	118	1 152	271	693	(483)	2 600
Impôts	(128)	(51)	106	(333)	(61)	(156)	278	(344)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(28)	3	(3)	1	0	(27)
Résultat net	462	208	196	823	207	537	(205)	2 229
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(28)	(112)	(26)	(28)	4	(189)
Résultat net part du Groupe	462	208	168	711	182	510	(201)	2 040
En m€	T4-21 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 680	939	1 608	842	686	1 565	181	9 500
Charges d'exploitation hors FRU	(2 337)	(603)	(733)	(867)	(347)	(975)	(246)	(6 109)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 343	336	875	(25)	338	590	(65)	3 391
Coût du risque	(130)	(54)	1	(455)	(136)	(1)	(8)	(783)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	21	2	67	2	-	92
Gains ou pertes nets sur autres actifs	22	4	0	(0)	(14)	0	(3)	10
Résultat avant impôt	1 235	285	898	(359)	256	591	(76)	2 829
Impôts	(292)	(70)	(175)	330	57	(157)	37	(269)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	4	-	-	(0)	4
Résultat net	943	215	723	(25)	313	434	(39)	2 564
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(116)	(1)	(75)	(18)	0	(210)
Résultat net part du Groupe	943	215	607	(26)	238	416	(39)	2 354

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, 2022 et 2021

En m€	2022 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	14 188	3 851	3 373	6 902	2 782	7 012	55	38 162
Charges d'exploitation hors FRU	(9 441)	(2 321)	(2 131)	(3 322)	(1 443)	(3 905)	(1 088)	(23 650)
FRU	(156)	(69)	(38)	(7)	(34)	(442)	(56)	(803)
Résultat brut d'exploitation	4 591	1 462	1 204	3 573	1 304	2 665	(1 090)	13 709
Coût du risque	(1 136)	(237)	(701)	(17)	(533)	(251)	(18)	(2 893)
Sociétés mises en équivalence	5	-	2	88	308	15	-	419
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	8	7	(2)	2	(8)	(2)	28
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	3 483	1 232	513	3 642	1 081	2 421	(1 109)	11 264
Impôts	(853)	(300)	(67)	(830)	(222)	(592)	356	(2 508)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(7)	123	0	-	0	116
Résultat net	2 630	932	439	2 935	860	1 830	(753)	8 873
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(113)	(422)	(109)	(91)	6	(729)
Résultat net part du Groupe	2 630	932	327	2 513	751	1 739	(747)	8 144
En m€	2021 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	14 096	3 696	6 528	3 180	2 692	6 318	312	36 822
Charges d'exploitation hors FRU	(8 986)	(2 312)	(3 005)	(2 299)	(1 379)	(3 707)	(913)	(22 602)
FRU	(87)	(59)	(7)	(33)	(23)	(328)	58	(479)
Résultat brut d'exploitation	5 023	1 325	3 516	848	1 290	2 283	(543)	13 741
Coût du risque	(606)	(222)	(18)	(786)	(505)	(39)	(18)	(2 193)
Sociétés mises en équivalence	(11)	-	84	3	307	8	-	392
Gains ou pertes nets sur autres actifs	28	6	(0)	(13)	(8)	(39)	0	(27)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	497	-	0	-	497
Résultat avant impôt	4 434	1 109	3 582	549	1 084	2 212	(561)	12 409
Impôts	(1 249)	(309)	(643)	198	(120)	(512)	172	(2 463)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	5	1	-	-	(0)	6
Résultat net	3 185	800	2 944	748	964	1 700	(389)	9 953
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(501)	(132)	(157)	(57)	(4)	(852)
Résultat net part du Groupe	3 184	800	2 443	617	808	1 643	(393)	9 101

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-22 et T4-21							
En m€	T4-22 (publié)						Total
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	
Produit net bancaire	1 937	1 712	710	915	896	(201)	5 969
Charges d'exploitation hors FRU	(796)	(1 000)	(359)	(581)	(593)	(232)	(3 561)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 142	712	351	334	303	(433)	2 408
Coût du risque	(11)	(15)	(145)	(78)	(189)	(4)	(443)
Sociétés mises en équivalence	24	4	68	-	1	(16)	80
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	(9)	(2)	3	1	0	(10)
Résultat avant impôt	1 150	693	271	259	115	(453)	2 035
Impôts	(332)	(156)	(61)	(51)	106	269	(224)
Rés. net des activités abandonnées	3	1	(3)	-	(28)	0	(27)
Résultat net	821	537	207	208	194	(184)	1 784
Intérêts minoritaires	(117)	(38)	(26)	(9)	(44)	6	(228)
Résultat net part du Groupe	705	499	182	199	150	(177)	1 557
T4-21 (publié)							
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 608	1 566	690	939	824	187	5 815
Charges d'exploitation hors FRU	(733)	(975)	(352)	(603)	(851)	(207)	(3 720)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	876	591	338	336	(26)	(19)	2 094
Coût du risque	1	(1)	(136)	(54)	(451)	(6)	(647)
Sociétés mises en équivalence	21	2	67	-	2	(10)	82
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	(14)	4	(0)	(0)	(9)
Résultat avant impôt	898	592	256	285	(356)	(36)	1 640
Impôts	(175)	(157)	57	(70)	330	24	9
Rés. net des activités abandonnées	(1)	-	-	-	4	-	4
Résultat net	723	435	313	215	(23)	(12)	1 652
Intérêts minoritaires	(122)	(25)	(75)	(10)	6	1	(224)
Résultat net part du Groupe	602	410	238	205	(16)	(11)	1 428

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 2022 et 2021

En m€	2022 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	6 885	7 013	2 782	3 851	3 299	(28)	23 801
Charges d'exploitation hors FRU	(3 322)	(3 905)	(1 443)	(2 321)	(2 067)	(876)	(13 932)
FRU	(7)	(442)	(34)	(69)	(38)	(56)	(647)
Résultat brut d'exploitation	3 556	2 666	1 304	1 462	1 194	(960)	9 222
Coût du risque	(17)	(251)	(533)	(237)	(700)	(9)	(1 746)
Sociétés mises en équivalence	88	15	308	-	2	(43)	371
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	(8)	2	17	7	0	15
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	3 625	2 423	1 081	1 242	504	(1 013)	7 862
Impôts	(825)	(592)	(222)	(300)	(66)	343	(1 662)
Rés. net des activités abandonnées	123	-	0	-	(7)	0	116
Résultat net	2 923	1 831	860	941	432	(670)	6 316
Intérêts minoritaires	(436)	(120)	(109)	(42)	(159)	(13)	(880)
Résultat net part du Groupe	2 486	1 711	751	899	273	(682)	5 437

En m€	2021 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	6 527	6 319	2 697	3 696	3 113	306	22 657
Charges d'exploitation hors FRU	(3 005)	(3 707)	(1 383)	(2 312)	(2 242)	(779)	(13 429)
FRU	(7)	(328)	(23)	(59)	(33)	58	(392)
Résultat brut d'exploitation	3 515	2 284	1 290	1 325	838	(415)	8 836
Coût du risque	(18)	(39)	(505)	(222)	(779)	(12)	(1 576)
Sociétés mises en équivalence	84	8	307	-	3	(29)	373
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(39)	(8)	6	(13)	3	(51)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	0	-	-	497	-	497
Résultat avant impôt	3 581	2 213	1 084	1 109	545	(453)	8 080
Impôts	(642)	(512)	(120)	(309)	199	148	(1 236)
Rés. net des activités abandonnées	5	-	-	-	1	-	5
Résultat net	2 944	1 701	964	800	745	(305)	6 849
Intérêts minoritaires	(524)	(90)	(157)	(36)	(187)	(12)	(1 005)
Résultat net part du Groupe	2 420	1 611	808	764	558	(317)	5 844

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du RoTE

Crédit Agricole S.A. – données par action						
(en m€)	T4-2022	T4-2021	2022	2021	Δ T4/T4	Δ 2022/2021
Résultat net part du Groupe - publié	1 557	1 428	5 437	5 844	+9,0%	(7,0%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(85)	(63)	(412)	(353)	+34,9%	+16,7%
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]	1 472	1 365	5 025	5 491	+7,8%	(8,5%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]	3 025	3 022	2 989	2 990	+0,1%	(0,0%)
Résultat net par action - publié [A]/[B]	0,49 €	0,45 €	1,68 €	1,84 €	+7,7%	(8,5%)
RNPG sous-jacent	1 531	1 435	5 468	5 397	+6,7%	+1,3%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]	1 446	1 372	5 056	5 044	+5,4%	+0,2%
Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]	0,48 €	0,45 €	1,69 €	1,69 €	+5,2%	+0,3%

(en m€)	31/12/2022	31/12/2021
Capitaux propres - part du Groupe	64 633	68 217
- Emissions AT1	(5 989)	(4 888)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	3 536	(2 125)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*	(3 175)	(3 176)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]	59 005	58 027
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe	(18 395)	(18 581)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]	40 610	39 446
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F]	3 023,6	3 025,2
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]	19,5 €	19,2 €
+ Dividende à verser (€) [H]	1,05 €	1,05 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)	20,6 €	20,2 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]	13,4 €	13,0 €
ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€) [G]+[H]	14,5 €	14,1 €

* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)	2022	2021
Résultat net part du Groupe - publié [K]	5 437	5 844
Dépréciation d'immobilisation incorporelle [L]	0	0
IFRIC [M]	0	0
RNPG publié annualisé [N] = ([K]-[L]-[M])*4/4+[M]	5 437	5 844
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés [O]	-412	-353
Résultat publié ajusté [P] = [N]+[O]	5 025	5 491
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin.*** [J]	40 028	38 645
ROTE publié ajusté (%) = [P] / [J]	12,6%	14,2%
Résultat net part du Groupe sous-jacent [Q]	5 468	5 397
RNPG sous-jacent annualisé [R] = ([Q]-[M])*4/4+[M]	5 468	5 397
Résultat sous-jacent ajusté [S] = [R]+[O]	5 056	5 044
ROTE sous-jacent ajusté (%) = [S] / [J]	12,6%	13,1%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance⁸⁷

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union

⁸⁷ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre 2022 et l'année 2022 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 31 décembre 2022 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2021 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2021 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2021, suite au rachat par Crédit Agricole Consumer Finance de 49% du capital de joint-venture CACF Bankia S.A, CACF Bankia S.A. est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2021, suite à l'offre publique d'achat lancée par Crédit Agricole Italia sur Credito Valtellinese, Credito Valtellinese est détenue à 100% par Crédit Agricole Italia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2021, Amundi annonce la finalisation de l'acquisition de Lyxor. Lyxor est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A. L'opération ne génère aucun impact sur le résultat consolidé de Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2021.

Agenda financier

10 mai 2023	Publication des résultats du premier trimestre 2023
17 mai 2023	Assemblée générale à Paris
4 août 2023	Publication des résultats du troisième trimestre et du premier semestre 2023
8 novembre 2023	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2023

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com

Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
--------------------	--------------------	--

Investisseurs actions :

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asserat@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

Investisseurs crédit et agences de notation :

Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

 Crédit_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole_sa